

6	Le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée .....	165
6.1	Le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée sont de nouveau au premier plan des préoccupations politiques .....	165
6.2	Le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée alimentent les incidents et les crimes violents .....	168
6.2.1	Le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée dans la politique .....	168
6.2.2	Répondre à l'intolérance politique .....	169
6.2.3	Le racisme et la xénophobie persistent dans l'Union européenne .....	170
6.3	Le profilage ethnique discriminatoire persiste .....	172
6.4	Réponses aux manifestations de racisme, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée ....	173
6.5	Les États membres de l'UE ont besoin d'une meilleure collecte de données officielle pour lutter efficacement contre le crime raciste .....	175
	Perspectives .....	177

# ONU et CdE

## Janvier

19 février – La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) du Conseil de l'Europe publie ses conclusions sur la mise en œuvre des recommandations prioritaires émises dans ses rapports nationaux sur l'Autriche, l'Estonie et le Royaume-Uni, publiés en 2010

19 février – L'ECRI publie son quatrième rapport sur l'Irlande

## Février

## Mars

4 avril – Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale des Nations Unies (CERD) conclut que l'absence d'une enquête efficace menée par l'Allemagne sur les propos tenus par Thilo Sarrazin sur les migrants d'origine turque ou arabe équivalait à une violation de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

16 avril – Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe publie un rapport à la suite de sa visite en Grèce, en mettant tout particulièrement l'accent sur l'intolérance et les crimes de haine

17 avril – Le CERD publie ses observations finales sur la Slovaquie

## Avril

26 mai – Le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme publie un rapport sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée relatif à la mise en œuvre de la résolution 67/154 de l'Assemblée générale sur la glorification du nazisme

## Mai

6 juin – Le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée publie un rapport sur sa visite en Espagne

## Juin

9 juillet – L'ECRI publie ses quatrième rapports sur la Finlande et le Portugal, et publie des conclusions sur la mise en œuvre d'un certain nombre de recommandations prioritaires émises dans ses rapports nationaux sur la Pologne et la France, publiés en 2010

9 juillet – La Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH) conclut dans l'affaire *Vona c. Hongrie* que la dissolution de l'association « la Garde hongroise » (*Magyar Gárda*), impliquée dans des rassemblements anti-Roms et des défilés paramilitaires, ne viole pas la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH)

## Juillet

23 août – Le CERD adopte une Recommandation sur la lutte contre les discours de haine raciale

## Août

23 septembre – Le CERD publie ses observations finales sur Chypre et la Suède

## Septembre

15 octobre – L'ECRI publie ses quatrième rapports sur Malte et les Pays-Bas

## Octobre

## Novembre

## Décembre

# UE

17-18 janvier – Réunion informelle des ministres de la justice et des affaires intérieures sur l'action de l'UE dans la lutte contre le crime de haine, le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie

Janvier

Février

14 mars – Le Parlement européen adopte une résolution intitulée « Intensifier la lutte contre le racisme, la xénophobie et les crimes inspirés par la haine »

Mars

Avril

Mai

6-7 juin – Le Conseil de l'Union européenne adopte des conclusions appelant à une actualisation de la stratégie de l'UE visant à lutter contre la radicalisation et le recrutement de terroristes

Juin

Juillet

Août

23 septembre – Les ministres de 17 États membres de l'UE se réunissent en Italie pour signer la déclaration de Rome pour une Europe de la diversité et de la lutte contre le racisme

Septembre

Octobre

12-13 novembre – Conférence des droits fondamentaux sur le crime de haine organisée par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne en collaboration avec la Présidence lituanienne du Conseil de l'Union européenne

Novembre

6 décembre – Le Conseil de l'Union européenne publie des conclusions sur la lutte contre les crimes de haine dans l'Union européenne

Décembre



# 6

## Le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée



*L'impact de la crise économique, les taux de chômage élevés, les craintes relatives à l'arrivée de migrants et la perte progressive de confiance dans les processus démocratiques alimentent le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée dans l'Union européenne (UE). Certains discours politiques aux niveaux local, national et européen accentuent un ton agressif, ne fût-ce que parce que les médias se font l'écho de ces messages répercutés ensuite à travers les médias sociaux. Les institutions et les États membres de l'UE doivent dès lors rester vigilants et redoubler d'efforts pour lutter contre l'expression du racisme, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée sous toutes leurs formes.*

### 6.1 Le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée sont de nouveau au premier plan des préoccupations politiques

Des ministres d'État noirs comparés à des singes ; un maire centriste déclarant en public qu'Hitler n'a peut-être pas tué assez de gens du voyage ; des députés déclarant que les sionistes ont financé et organisé l'Holocauste ; la désignation des Roms, des demandeurs d'asile, des réfugiés, des migrants et des personnes issues de minorités ethniques et religieuses comme boucs émissaires pour les maux de la société ; des meurtres motivés par des considérations racistes et extrémistes : tous ces éléments ont contribué à inscrire de nouveau le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée à l'ordre du jour politique de l'UE et de ses États membres en 2013. Ces questions sont de plus en plus débattues dans le contexte plus large du

- « crime de haine » (voir également les Chapitres 5, 7 et 9 du présent Rapport annuel).

Développements clés dans le domaine du racisme, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

- Le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée reviennent en tête des agendas politiques de l'UE, de ses institutions et de ses États membres.
- Des meurtres motivés par le racisme et l'extrémisme sont commis dans un certain nombre d'États membres.
- Des éléments d'idéologie raciste et extrémiste sont ouvertement exprimés dans la sphère publique dans certains États membres.
- Les États membres prennent des mesures pour interdire des partis ou groupes extrémistes.
- Les 28 États membres de l'UE signent la déclaration de Rome pour une Europe de la diversité et de la lutte contre le racisme.
- Les pratiques de profilage ethnique discriminatoire se poursuivent dans certains États membres, y compris dans le contexte des contrôles d'identité des migrants.
- Peu de changements sont survenus dans le statut des mécanismes officiels de collecte des données sur les crimes racistes et crimes qui y sont associés.
- Le Conseil de l'Union européenne incite les États membres et la Commission européenne à prendre des mesures plus efficaces pour lutter contre le crime de haine, y compris le crime motivé par le racisme.

La lutte contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée a bénéficié d'une attention politique au plus haut niveau dès le mois de janvier. La Présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne a organisé ce mois-là une réunion informelle des ministres de la justice et des affaires intérieures sur l'action de l'UE visant à lutter contre le crime de haine, le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, en s'appuyant sur des éléments probants de la FRA présentés par le directeur de la FRA. Cette réunion a ouvert la voie pour l'année à venir, focalisant l'attention des dirigeants politiques sur leur devoir de lutter contre ces phénomènes.

#### ACTIVITÉ DE LA FRA

### Évaluer l'impact de la décision-cadre relative à la lutte contre le racisme et la xénophobie, avec une attention particulière aux droits des victimes

Le crime de haine peut prendre des formes différentes, allant d'actes quotidiens commis par des personnes dans la rue ou sur internet à des crimes commis systématiquement par des groupes extrémistes. Dans son avis, la FRA évalue l'impact de la décision-cadre relative à la lutte contre le racisme et la xénophobie sur les droits des victimes de crimes motivés par la haine et le préjugé, y compris le racisme et la xénophobie.

En se basant sur des éléments probants recueillis et analysés par la FRA, y compris ses enquêtes à grande échelle et ses rapports thématiques et annuels, l'avis fait partie des travaux de l'Agence visant à soutenir les efforts des institutions et États membres de l'UE pour lutter contre le crime de haine dans l'UE. Il a été rédigé en réponse à une demande du Groupe de travail du Conseil de l'Union européenne sur les droits fondamentaux, les droits des citoyens et la libre circulation des personnes.

Dans cet avis, l'UE et ses États membres sont encouragés à lutter contre le crime de haine par une action ciblée dans un certain nombre de domaines, y compris la sensibilisation, le renforcement de la confiance dans les services répressifs, des sanctions et un contrôle juridictionnel accru, ainsi que la collecte de données.

*FRA (2013), Opinion of the European Union Agency for Fundamental Rights on the Framework Decision on Racism and Xenophobia – with special attention to the rights of victims of crime, FRA Opinion 02/2013, 15 octobre 2013 ; [http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-opinion-2-2013-framework-decision-racism-xenophobia\\_en.pdf](http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-opinion-2-2013-framework-decision-racism-xenophobia_en.pdf)*

En mars, le Parlement européen a invité « les États membres à prendre toutes les dispositions utiles pour encourager le signalement des crimes haineux et de

tout crime raciste ou xénophobe, ainsi qu'à assurer une protection adéquate aux personnes qui signalent les crimes et aux victimes d'actes racistes ou xénophobes »<sup>1</sup> (voir le **Chapitre 9** pour plus d'informations sur les droits des victimes de crime de haine).

Le Conseil de l'Union européenne s'est concentré sur le besoin de développement d'actions plus concrètes pour « lutter contre les formes extrêmes d'intolérance, telles que le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie et l'homophobie »<sup>2</sup> dans ses conclusions du mois de juin sur les droits fondamentaux et l'État de droit.

En juillet, la Cour européenne des droits de l'homme (CouEDH) a publié une fiche thématique citant un certain nombre d'affaires où elle a conclu qu'un discours de nature raciste, xénophobe, antisémite, ou violemment nationaliste et un discours de discrimination à l'encontre des minorités et des immigrants étaient « offensants et contraires » à la Convention européenne des droits de l'homme.<sup>3</sup> La Cour prend également soin, dans ses conclusions, de faire la distinction entre, d'une part, une incitation réelle et sérieuse à l'extrémisme, et, d'autre part, les droits des personnes (parmi eux notamment les journalistes et les hommes politiques) de s'exprimer librement même s'ils heurtent, choquent ou inquiètent autrui.

Dans sa Recommandation générale sur la lutte contre le discours de haine publiée en septembre<sup>4</sup>, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale des Nations Unies (CERD) invite les États membres à accorder l'attention nécessaire à toutes les manifestations de discours de haine raciale et à prendre des mesures efficaces pour lutter contre ces discours.

De même, les ministres de 17 États membres de l'UE se sont réunis à Rome en septembre pour condamner le flot d'insultes racistes proférées à l'encontre de Cécile Kyenge, première ministre italienne d'origine africaine. En insistant sur les responsabilités particulières des dirigeants politiques, ils ont appelé à une action pan-européenne de lutte contre le racisme par la promotion de la diversité. Les 28 États membres avaient signé la déclaration de Rome à ce sujet pour le mois de novembre,<sup>5</sup> à quel moment la ministre française de la justice, Christiane Taubira, également d'origine africaine, avait fait l'objet d'insultes racistes similaires.

La Commissaire européenne chargée des affaires intérieures a souligné les dangers de l'extrémisme lors de son discours à la Conférence des droits fondamentaux sur le crime de haine, organisée en novembre par la FRA et la Présidence lituanienne.<sup>6</sup> La commissaire a insisté sur le fait que :

« Nous avons vu l'évolution de l'idéologie islamophobe, antisémite et prônant la suprématie blanche dans les groupes d'extrême droite. Ces groupes sont également anti-démocratiques, intolérants et violents. Ils créent des divisions, en s'utilisant l'un l'autre pour créer la

suspicion et la haine entre les communautés. Ces groupes sont à l'origine d'une vague montante de harcèlement et de violence à l'encontre des demandeurs d'asile, des immigrants, des minorités ethniques et des minorités sexuelles dans de nombreux pays européens. »

## ACTIVITÉ DE LA FRA

### Répondre à l'antisémitisme dans l'Union européenne

L'antisémitisme reste une réalité dans l'Union européenne. La manière dont cela affecte les communautés juives est cependant peu connue. C'est pourquoi la FRA a mené une enquête demandant l'avis de personnes qui s'identifient comme juives sur les tendances de l'antisémitisme ; sur la manière dont l'antisémitisme affecte leur vie quotidienne ; sur leurs expériences personnelles en tant que victimes ou témoins d'incidents antisémites ; sur leurs craintes de devenir victime d'une agression antisémite ; et sur leurs expériences de discrimination parce qu'ils sont juifs.

- Deux tiers des répondants (66 %) considèrent que l'antisémitisme est un problème dans les États membres de l'UE sondés. Trois quarts des répondants (76%) indiquent que l'antisémitisme s'est aggravé au cours des cinq dernières années dans le pays où ils vivent.
- Trois quarts des répondants (75 %) considèrent que l'antisémitisme sur internet est un problème. Près de trois quarts des répondants (73 %) déclarent que l'antisémitisme sur internet a augmenté au cours des cinq dernières années.
- Au cours des 12 mois précédant l'enquête, 26 % de tous les répondants ont été victimes d'un ou plusieurs incidents impliquant une insulte verbale ou du harcèlement du fait d'être juifs – 4 % ont été victimes de violence physique ou de menaces de violence.
- Près de la moitié des répondants (46 %) a peur d'être victime d'agression verbale ou de harcèlement antisémite dans les 12 prochains mois, alors qu'un tiers (33 %) craint une agression physique au cours de la même période.
- Près de deux tiers (64 %) des répondants ayant été victimes de violence physique ou de menaces de violence n'ont pas signalé l'incident le plus grave à la police ou à une autre organisation. Trois quarts (76 %) des répondants qui ont été victimes de harcèlement antisémite au cours des cinq années précédant l'enquête n'ont pas signalé l'incident le plus grave. Plus de quatre répondants sur cinq (82 %) ayant déclaré s'être sentis victimes de discrimination du fait d'être juif dans les 12 mois précédant l'enquête n'ont pas signalé l'incident le plus grave à quelque organisation qu'il soit.
- Près d'un quart des répondants (23 %) a déclaré éviter, au moins occasionnellement, d'assister à des manifestations juives ou de visiter des sites juifs parce qu'ils ne se sentiraient pas en sécurité en tant que juifs pendant leur trajet ou étant sur place. Plus d'un quart des répondants (27 %) évite certains lieux dans leur quartier, au moins occasionnellement, parce qu'ils ne s'y sentiraient pas en sécurité en tant que juifs.
- Un répondant sur dix a été victime de discrimination en cherchant un emploi ou au travail au cours des 12 mois précédant l'enquête.
- Au cours des douze mois précédant l'enquête, plus de la moitié de tous les participants (57 %) ont vu ou entendu une personne déclarer que l'Holocauste était un mythe ou qu'il a été exagéré.
- De larges proportions de répondants ont déclaré qu'ils envisageaient d'émigrer du pays dans lequel ils vivent parce qu'ils ne s'y sentent pas en sécurité en tant que juif.

L'enquête de la FRA sur l'antisémitisme a permis de collecter des données provenant de 5 847 personnes s'identifiant comme étant juives (âgées de 16 ans ou plus) dans huit États membres de l'UE – **Allemagne, Belgique, France, Hongrie, Italie, Lettonie, Royaume-Uni et Suède**. Ces pays couvrent plus de 90 % de la population juive estimée dans l'UE. Il s'agit de la première enquête au niveau de l'UE qui collecte des données comparables sur les expériences et perceptions des personnes juives du crime motivé par la haine, de la discrimination et de l'antisémitisme.

FRA (2013), Discrimination et crimes de haine à l'égard des personnes juives dans les États membres de l'UE : expériences et perceptions de l'antisémitisme, <http://fra.europa.eu/en/publication/2013/discrimination-and-hate-crime-against-jews-eu-member-states-experiences-and> ; données disponibles via l'explorateur de données disponible à : <http://fra.europa.eu/DVS/DVT/as2013.php>

Enfin, le Conseil de l'Union européenne, dans ses conclusions sur la lutte contre les crimes de haine publiées en décembre, invite

*« L'Agence des droits fondamentaux à continuer d'évaluer de manière objective, fiable et comparable l'ampleur du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme ainsi que des autres formes de crimes de haine au moyen d'enquêtes à l'échelle de l'UE » et « à coopérer avec les États membres pour faciliter l'échange de bonnes pratiques et à assister les États membres, sur demande, dans la mise au point de méthodes efficaces permettant d'encourager à dénoncer les crimes de haine et d'assurer leur enregistrement effectif. »<sup>8</sup>*

(voir l'encadré Activité de la FRA sur l'enquête de l'Agence sur l'antisémitisme).

## 6.2 Le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée alimentent les incidents et les crimes violents

Le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée se sont manifestés sous la forme la plus violente dans divers États membres en 2013 : l'homicide motivé par le racisme et l'extrémisme.

Les recherches de la FRA en **Grèce** ont conclu que ce pays a connu une forte augmentation des phénomènes de violence raciste, de discrimination et d'intolérance, ainsi que d'extrémisme, malgré un net recul du niveau global de crimes violents dans le pays.<sup>9</sup> Shehzad Luqman, 26 ans, travailleur pakistanais migrant, a été poignardé à mort en janvier à Athènes, en **Grèce**, apparemment par deux jeunes membres d'Aube dorée dont les procès ont débuté en décembre. Mohammed Saleem, 82 ans, a été tué alors qu'il revenait de la mosquée à Birmingham, au **Royaume-Uni**, par un homme qui a proclamé vouloir déclarer une « guerre de races ». Lee Rigby, 25 ans, a été assassiné en plein jour dans les rues de Londres en mai par deux jeunes musulmans radicalisés. Clément Méric, 18 ans, militant antifasciste, est décédé des suites d'une bagarre avec des skinheads à Paris, en **France**, au mois de juin. Pavlos Fyssas, 32 ans, musicien grecque de hip-hop, a été poignardé à mort par un membre d'Aube dorée en septembre à Athènes. Cet assassinat a été suivi de représailles, au cours desquelles deux sympathisants du parti Aube dorée (Manos Kapelonis, 22 ans et Georgios Fountoulis, 27 ans) ont été assassinés devant le quartier général du parti au mois de novembre.

Ces meurtres sont à la pointe d'un climat sociétal où des opinions intolérantes viennent à s'exprimer plus ouvertement et violemment dans l'UE. Les acteurs politiques sont en partie responsables d'avoir laissé un tel climat s'installer. Cette situation s'est illustrée dans les affaires des politiciennes Cécile Kyenge en **Italie** et Christiane Taubira en **France**, toutes deux cibles d'insultes racistes proférées par d'autres politiciens, les médias servant souvent de caisse de résonance et l'internet fournissant un moyen d'expression supplémentaire pour de telles insultes.

### 6.2.1 Le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée dans la politique

Le racisme et la discrimination à l'encontre des étrangers et des migrants sont souvent alimentés par le discours de politiques, comme le signale le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe.<sup>10</sup> En outre, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) souligne que « l'utilisation du discours raciste par certains politiciens et dans les médias [...] est diffamatoire et favorise les préjugés à l'encontre de personnes d'origine étrangère ».<sup>11</sup> Les éléments probants de la FRA montrent également que les Juifs ont souvent entendu des propos antisémites émis dans le contexte d'événements ou discours politiques.<sup>12</sup>

*« L'Europe connaît une intensification inquiétante des activités d'organisations extrémistes racistes, y compris de partis politiques. [...] Ce qui me préoccupe beaucoup, c'est que les responsables politiques européens et nationaux ne semblent pas être pleinement conscients de la gravité de la menace que ces organisations font peser sur l'état de droit et sur les droits de l'homme. [...] Il est nécessaire que les autorités nationales soient vigilantes et combattent le racisme et l'extrémisme à tous les niveaux de la société. »*

Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe (2013), « L'Europe doit combattre l'extrémisme raciste et défendre les droits de l'homme », Le carnet des droits de l'homme, 13 mai 2013, <http://fr.humanrightscomment.org/2013/05/13/extremisme-raciste/>

L'année 2013 a été marquée par un soutien constant pour des partis politiques présentant des programmes largement xénophobes, anti-étrangers, anti-migrants et antimusulmans dans un certain nombre d'États membres, y compris en **Autriche**, **Bulgarie**, **France**, **Grèce**, **Hongrie**, aux **Pays-Bas** et en **République tchèque**.

Des groupes faisant campagne sur des plateformes ultra-nationalistes et xénophobes ont pris des mesures pour être reconnus comme partis politiques en tant que tels, parfois avec succès. Les discours de ces groupes et partis accusent souvent l'intégration européenne d'éroder davantage la souveraineté nationale, soulignent ce qu'ils considèrent comme l'impact négatif de l'intégration sociale sur l'identité nationale, notamment lorsqu'il s'agit de tenir compte des besoins des minorités



religieuses, telles que les musulmans ; ils plaident également pour une préférence nationale, y compris lorsqu'il s'agit de l'accès au système de protection sociale.

## ACTIVITÉ DE LA FRA

### Évaluer l'efficacité des réponses au racisme, à la discrimination, à l'intolérance et à l'extrémisme

Les crimes motivés par le racisme, la xénophobie et les intolérances qui y sont associées, l'intégration d'éléments d'idéologie extrémiste dans le discours politique et public, et la discrimination ethnique persistent dans toute l'Union européenne. Une inquiétude croissante a été exprimée aux niveaux national, européen et international concernant les manifestations violentes de racisme et d'intolérance. Une autre inquiétude importante concerne la représentation parlementaire substantielle de partis qui ont recours à des tactiques paramilitaires ou qui sont étroitement associés à des groupes paramilitaires et qui ont recours à des discours extrémistes pour cibler les migrants en situation irrégulière en Grèce, ainsi que les Roms et les Juifs en Hongrie.

Dans ce contexte, la FRA a pris l'initiative de collecter des données et d'établir un rapport thématique qui examine l'efficacité des réponses fournies par les autorités publiques, les organismes statutaires de défense des droits de l'homme, les organisations de la société civile et autres pour lutter contre le racisme, la discrimination, l'intolérance et l'extrémisme. Le rapport prend la Grèce et la Hongrie comme cas d'étude pour développer des propositions d'action concrètes et pratiques.

L'identification d'obstacles afin de lutter contre ces phénomènes est toutefois importante pour l'UE dans son ensemble. Les propositions contenues dans le rapport sur des questions, telles que le combat contre les crimes racistes et délits associés, le renforcement de la confiance dans la police et la lutte contre l'extrémisme sont dès lors utiles dans tous les États membres de l'UE.

FRA (2013), Thematic situation report: Racism, discrimination, intolerance and extremism. Learning from experiences in Greece and Hungary, [http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-thematic-situation-report-3\\_en\\_1.pdf](http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-thematic-situation-report-3_en_1.pdf)

La demande en novembre du parti nationaliste de **Bulgarie** nouvellement formé d'être officiellement reconnu comme parti, ce qui lui permettrait de bénéficier d'un financement public, en constitue un exemple. Les objectifs énoncés de ce parti sont de « écraser la terreur gitane avec une main de fer » et de « démolir les politiques sociales qui stimulent le taux de naissance des minorités et le parasitisme ».<sup>13</sup>

Dans un développement rappelant les événements de Gyöngöspata en **Hongrie** en 2011 (voir le Rapport annuel de la FRA 2011, p. 174), le Parti nationaliste **bulgare** a formé des groupes civils en collaboration avec l'Union nationale bulgare pour patrouiller dans les zones habitées par de grandes populations migrantes et où se trouvent des camps de réfugiés.<sup>14</sup> En réponse à cela, le Centre national pour le développement des Roms a annoncé qu'il mettrait en place ses propres groupes pour protéger les Roms de ces patrouilles.<sup>15</sup>

La portée de l'idéologie ultra-nationaliste et xénophobe dans l'UE s'illustre également par les efforts du groupe Aube **hongroise** (*Magyar Hajnal*) nouvellement formé visant à être reconnu comme parti politique. Le terme « Aube » est une référence directe au parti **grec** Aube dorée. Le parti Aube dorée a obtenu 7 % des votes lors des élections de 2012 et il constitue le quatrième plus grand parti du Parlement hellénique. Son agenda, dont s'inspire *Magyar Hajnal*, est extrêmement nationaliste. La mission de *Magyar Hajnal* est de « faire renaître l'identité hongroise blanche et ethnique »<sup>16</sup> et ses membres sont examinés pour établir les racines ethniques et les convictions religieuses de leurs familles, vérifiant de fait leur « pureté raciale ». Le tribunal a rejeté la demande au motif qu'elle était incomplète, mais *Magyar Hajnal* poursuit ses efforts pour être reconnu comme parti politique, notamment en cherchant à renommer un parti existant.

### 6.2.2 Répondre à l'intolérance politique

Les acteurs politiques ont un rôle particulier à jouer dans la lutte contre le discours de haine. Leur responsabilité à cet égard a fait l'objet d'une conférence organisée en septembre par le Conseil de l'Europe et le ministre **polonais** de la numérisation (*Ministerstwo Administracji i Cyfryzacji*), lors de laquelle le directeur de la FRA a pris la parole. Outre la définition des rôles et responsabilités des acteurs politiques et des médias dans la lutte contre le discours de haine, la conférence a souligné le potentiel que renferment l'enseignement et la formation aux valeurs de la diversité et du vivre ensemble dans ce combat.<sup>17</sup>

Les États membres de l'UE ont d'autres moyens à leur disposition pour s'opposer aux actes racistes, xénophobes et extrémistes de partis, de groupes et de leurs membres. Ils pourraient par exemple envisager d'adopter ou de renforcer des dispositions juridiques existantes pour supprimer le financement public de partis politiques dont les membres sont responsables d'actes racistes ou discriminatoires, comme le recommande l'ECRI.<sup>18</sup> Un autre moyen serait d'interdire et d'empêcher les activités d'organisations extrémistes qui favorisent et incitent à la haine raciale en les dissolvant et en les déclarant illégales, ainsi que le recommande le CERD.<sup>19</sup>

La Cour européenne des droits de l'homme (CouEDH) a confirmé, dans sa décision du 9 juillet 2013, la dissolution de l'association « la Garde hongroise » (*Magyar Gárda*) en raison des activités du « mouvement de la Garde hongroise ». Ces activités comprenaient des rassemblements paramilitaires dans des villages accueillant une grande population rom en **Hongrie** et la défense de politiques à motivation raciale. La Cour a conclu que les autorités hongroises avaient le droit de prendre des mesures préventives pour protéger la démocratie et de bannir la *Magyar Gárda*.<sup>20</sup> Elle a jugé que si les activités d'une association constituent l'intimidation raciste d'un groupe, la bannir ne va pas à l'encontre de la Convention européenne des droits de l'homme.

Les députés peuvent également être appelés à rendre des comptes moyennant la levée de leur immunité parlementaire, afin de répondre des charges portées contre eux devant les tribunaux. Tel a été le cas pour Marine Le Pen, dirigeante du Front National. Son immunité a été levée par le Parlement européen en juillet à la demande du ministre français de la justice afin qu'elle puisse répondre à des accusations « d'incitation à la haine, à la discrimination ou à la violence contre un groupe de personnes en raison de leur appartenance religieuse ».<sup>21</sup>

En octobre, le parlement **grec** a levé l'immunité de six parlementaires influents représentant Aube dorée afin de permettre une enquête plus approfondie sur leur implication supposée dans des infractions pénales graves. Les charges allaient de la mise en place et de la participation à une organisation criminelle, de l'homicide et de coups et blessures graves au blanchiment d'argent et à la corruption.<sup>22</sup> En outre, le parlement a voté la suspension du financement public d'Aube dorée. En décembre, une décision ministérielle commune a été publiée, suspendant tout type de financement public du parti.<sup>23</sup>

L'initiative prise en décembre par les 16 gouvernements des Länder en **Allemagne**, consistant à tenter de bannir le parti démocratique national d'extrême droite, mérite également d'être mentionnée. L'interdiction proposée reposait sur l'idée que ce parti cherche activement à miner ou à renverser l'ordre démocratique libre.<sup>24</sup>

### 6.2.3 Le racisme et la xénophobie persistent dans l'Union européenne

Les Roms, les personnes d'origine africaine, les migrants et les demandeurs d'asile restent confrontés au racisme et à la xénophobie dans l'Union européenne, comme le montrent des éléments probants provenant d'**Autriche**,<sup>25</sup> de **Bulgarie**,<sup>26</sup> de **Finlande**,<sup>27</sup> d'**Allemagne**,<sup>28</sup> de **Grèce**,<sup>29</sup> de **Hongrie**,<sup>30</sup> d'**Irlande**,<sup>31</sup> des **Pays-Bas**,<sup>32</sup> de **Slovaquie**<sup>33</sup> et de **Suède**<sup>34</sup> (voir également le Chapitre 7 pour plus d'informations sur les Roms).

#### Pratique encourageante

### Reconnaître le crime raciste : cartographie de l'afrophobie en Suède

Les autorités suédoises réfèrent au racisme et à la discrimination à l'encontre des personnes noires avec le terme « Afrophobie ». Alors que le phénomène reste encore largement inconnu, le Conseil national suédois de la prévention du crime montre que le nombre de crimes afrophobes enregistrés dans le pays augmente constamment, avec environ un crime sur cinq enregistré en 2012 étant de nature violente.

Devant cette question, le gouvernement suédois a demandé à une ONG (*Mångkulturellt Centrum*) de cartographier le racisme et la discrimination à l'encontre des personnes d'origine africaine en Suède. Cette cartographie examinera les données officielles relatives au crime de haine et soulignera des exemples de bonnes pratiques visant à lutter contre l'afrophobie, en se concentrant tout particulièrement sur des activités de sensibilisation pour les enfants et les jeunes. Les résultats devraient être publiés en janvier 2014.

Pour plus d'informations, voir : *Arbetsmarknadsdepartementet (2013), Mångkulturellt centrum ska kartlägga afrofobi, www.regeringen.se/sb/d/17988/a/229303*

L'arrivée en plus grand nombre que d'habitude de demandeurs d'asile et de réfugiés en **Bulgarie** et en **Hongrie** a alimenté l'expression de sentiments et attitudes xénophobes dans ces pays. Cela soulève la question de l'effet que l'arrivée de demandeurs d'asile provenant de Syrie et d'autres zones de conflit en grand nombre pourrait avoir dans des États membres qui ne sont généralement pas considérés comme des destinations traditionnelles.<sup>35</sup>

En **Bulgarie**, des sondages ont montré que les sentiments d'hostilité, de ressentiment et de peur envers les demandeurs d'asile et les réfugiés sont répandus.<sup>36</sup> Le Conseil des médias électroniques a critiqué les médias pour la manière dont ils rapportent les questions relatives à l'immigration et aux réfugiés<sup>37</sup> et le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a incité les autorités bulgares à prendre des mesures pour décourager l'expression de la xénophobie à l'encontre des demandeurs d'asile et des réfugiés dans le pays.<sup>38</sup>

En **Hongrie**, des sentiments xénophobes ont été exprimés dans des villes accueillant des centres d'accueil et de détention, tels que Balassagyarmat, Bicske, Debrecen et Vámoszabadi. Des incidents impliquant des demandeurs d'asile, liés à la surpopulation d'un centre d'accueil de réfugiés, ont contribué à exacerber les sentiments xénophobes au sein du public.<sup>39</sup> Les

résultats de 2013 d'une enquête annuelle sondant un échantillon représentatif de la population hongroise montrent que 36 % des répondants rejetteraient toutes les demandes d'asile.<sup>40</sup>

Le CERD a conclu en avril que l'absence d'une enquête efficace menée par l'**Allemagne** sur les propos tenus par Thilo Sarrazin en 2009 sur les migrants d'origine turque ou arabe équivalait à une violation de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (ICERD).<sup>41</sup> M. Sarrazin était à l'époque membre du conseil d'administration de la Banque fédérale d'Allemagne.

Alors que le CERD a reconnu l'importance de la liberté d'expression, il a conclu que :

*« les propos de M. Sarrazin sont assimilables à la diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale et contiennent des éléments d'incitation à la discrimination raciale. En se focalisant sur le fait que les propos de M. Sarrazin ne constituaient pas une incitation à la haine raciale et n'étaient pas susceptibles de causer un trouble à l'ordre public, l'État partie a manqué à son devoir de procéder à une enquête effective visant à déterminer si les propos de M. Sarrazin étaient assimilables à la diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale ».*

Le gouvernement allemand a eu 90 jours pour réagir à la plainte et décider des mesures qui devaient être prises. Il a informé le CERD de sa volonté d'examiner si la législation existante est suffisante ou non.<sup>42</sup>

Les Nations Unies ont également incité l'**Allemagne** à élaborer une stratégie exhaustive visant à lutter contre la discrimination raciale.<sup>43</sup> Le Conseil des droits de l'homme a trouvé des lacunes dans la protection des droits de l'homme des migrants dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU). Entre autres, l'EPU a critiqué la gestion par l'État allemand de 10 meurtres apparemment perpétrés par des membres du groupe d'extrême droite Mouvement clandestin national-socialiste (NSU). En réponse à cela, l'Allemagne a promis de lutter contre la discrimination envers les migrants de façon plus efficace.<sup>44</sup>

L'internet et les sites de réseaux sociaux offrent de plus en plus de plateformes à l'expression de sentiments racistes, xénophobes et intolérants. Ce phénomène est confirmé par des enquêtes menées par la FRA, telles que l'enquête européenne sur les personnes LGBT, l'enquête sur l'antisémitisme et l'enquête sur la violence à l'encontre des femmes.<sup>45</sup> Europol a également souligné le fait que les sites de réseaux sociaux sont de plus en plus utilisés par des extrémistes pour

diffuser leurs idéologies et radicaliser, recruter et mobiliser leurs adhérents.<sup>46</sup>

*« Les discours de haine raciale peuvent prendre de nombreuses formes et ne sont pas seulement des remarques directement liées à la race. Comme cela est le cas en ce qui concerne la discrimination [...] un langage direct peut être employé pour s'attaquer à des groupes raciaux ethniques et dissimuler ainsi son objectif premier. [...] les États parties doivent prêter l'attention voulue à toutes les manifestations de discours de haine raciale et prendre des mesures efficaces pour les combattre. Les principes énoncés dans la présente recommandation s'appliquent aux discours de haine raciale, qu'ils émanent de personnes ou de groupes, quelle que soit la forme dans laquelle ils se manifestent, à l'oral ou à l'écrit, diffusés par le biais de médias électroniques tels qu'Internet et les réseaux sociaux, ainsi qu'à des formes non verbales d'expression telles que des symboles, des images et des comportements racistes lors de rassemblements sportifs, notamment des manifestations sportives. »*

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (2013), Recommandation générale n° 35 : Lutte contre les discours de haine raciale, Genève, Nations Unies

La protection offerte aux utilisateurs d'internet ne signifie pas qu'ils peuvent poster des insultes racistes et xénophobes en toute impunité (voir également le **Chapitre 3**). Par exemple, la Cour suprême d'**Italie** a conclu en août que la gestion d'un blog incitant à la haine raciale équivaut à la participation à une association criminelle.<sup>47</sup>

Toujours en **Italie**, une représentant du parti politique *Lega Nord* a été condamnée à une peine de 13 mois d'emprisonnement, à une amende de 10 000 EUR et a été suspendu de toute fonction publique pour une durée de trois ans par le tribunal de première instance de Padoue en juillet.<sup>48</sup> La représentante a été déclarée coupable d'incitation à commettre des actes de violence sexuelle motivés par le racisme, après avoir posté le commentaire suivant sur Facebook, ciblant Cécile Kyenge, la première ministre noire d'Italie : « Mais pourquoi personne ne l'a jamais violée, juste pour lui faire comprendre ce que peut éprouver la victime de ce terrible délit ? Dommage ! »

En janvier, le tribunal de première instance de Paris, en **France**, a jugé que Twitter devait fournir des informations aux plaignants leur permettant d'identifier les auteurs de tweets postés sous des hashtags antisémites (« #unbonjuif » ; « #unjuifmort »). Twitter a également été invité par le jugement du tribunal à rendre disponible sur sa plateforme française un système permettant aux utilisateurs de signaler des contenus qui relèvent de la catégorie des crimes contre l'humanité et de l'incitation à la haine raciale.<sup>49</sup>

Toujours en ce qui concerne le contenu antisémite posté en ligne, en **Lettonie**, un délinquant a été condamné en

janvier à une peine de six mois d'emprisonnement avec sursis au motif d'incitation à la haine.<sup>59</sup>

Les procureurs en **Belgique**<sup>51</sup> et au **Royaume-Uni**<sup>52</sup> peuvent également tabler sur des lignes directrices spécifiques sur la manière de poursuivre les auteurs de contenus en ligne de nature raciste. *Les lignes directrices sur les poursuites en cas d'affaires impliquant des communications envoyées via les médias sociaux* rédigées par le Service des poursuites judiciaires de la Couronne d'Angleterre et du pays de Galles décrivent les actions qu'il est nécessaire de prendre avant de lancer des poursuites. La première étape exige des éléments de preuve suffisants et la seconde implique la prise en considération de l'intérêt public. Les lignes directrices fournissent également des principes d'examen initial du contenu de la communication. Avant de retenir des charges, les procureurs sont encouragés à prendre en considération le contexte dans lequel le dialogue interactif sur le média social a lieu et d'examiner avec précaution si les poursuites ne constitueraient pas une violation du droit à la liberté d'expression telle que protégée par la CEDH.

#### Pratique encourageante

### Garder le racisme hors des classes et aires de jeux

Le Conseil des immigrants d'Irlande, une ONG plaidant en faveur des migrants et leur fournissant des avis juridiques, a publié un guide sur la politique de lutte contre le racisme, afin d'aider les écoles à garantir que leurs politiques de lutte contre l'intimidation répondent de manière adéquate aux incidents racistes. Le guide établit des procédures pour identifier, signaler et traiter les incidents racistes. Il fournit également des outils et un soutien de gestion permettant au personnel de l'école d'intervenir directement dans les incidents racistes et leur offrant des moyens de sanctionner les auteurs.

Le guide souligne en outre l'importance des mesures préventives, telles que l'organisation d'activités de sensibilisation lors de la semaine d'action européenne contre le racisme, l'organisation de journées interculturelles ou l'invitation de conférenciers issus de diverses origines ethniques pour servir de modèles positifs.

Pour plus d'informations, voir : [www.immigrantcouncil.ie/images/stories/pdfs/Anti-Racism\\_policy\\_2.pdf](http://www.immigrantcouncil.ie/images/stories/pdfs/Anti-Racism_policy_2.pdf)

En **Belgique**, la circulaire sur la politique de recherche et de poursuites des cas de discrimination et de crimes haineux (y compris la discrimination sur la base du sexe)<sup>53</sup> vise à normaliser les politiques de recherche et les poursuites pour infractions, les lois et les décrets sur « l'anti-discrimination », « le genre » et le « racisme », y compris le phénomène de négation de l'Holocauste. Ses objectifs

spécifiques sont l'identification et l'enregistrement plus efficaces des faits de discrimination et de crimes haineux ; la sensibilisation des procureurs, des inspecteurs du travail et de la police ; la fourniture de conseils sur les recherches et poursuites relatives aux infractions concernées pour les juges et les officiers de police sur le terrain ; l'amélioration de la collaboration et l'échange mutuel entre la police, les acteurs judiciaires et les autres parties prenantes. La circulaire indique également qu'une attention particulière doit être accordée aux recherches relatives aux infractions commises sur internet.

Des éléments de preuve provenant de **Chypre**,<sup>54</sup> de **Finlande**<sup>55</sup> et du **Royaume-Uni**<sup>56</sup> montrent que les écoles peuvent être le théâtre d'insultes racistes. L'enseignement doit cependant offrir des moyens efficaces pour lutter contre le racisme. L'Assemblée parlementaire de l'OSCE l'a reconnu en juin, lorsqu'elle a appelé les États participants à

*« à accroître leurs efforts en vue de contrer le racisme, la xénophobie, l'intolérance et la discrimination, également grâce à l'éducation, notamment en examinant le cas échéant les programmes d'étude et les manuels d'enseignement, afin de s'assurer qu'ils sont exempts de préjugés et de stéréotypes négatifs, et en introduisant ou en développant des sections consacrées à la tolérance et à la non-discrimination. »<sup>57</sup>*

## 6.3 Le profilage ethnique discriminatoire persiste

Le profilage ethnique discriminatoire est illicite et, pourtant, il persiste, contribuant ainsi à la détérioration de la cohésion sociale et de la perte de confiance dans les services répressifs. Des preuves de ce type de profilage ont été découvertes en **Allemagne**, **Autriche**,<sup>58</sup> en **Espagne**, **Finlande**, **Grèce**, **Irlande**, aux **Pays-Bas**, au **Royaume-Uni** et en **Suède**, voir ci-dessous. Cette pratique consiste à traiter une personne de manière moins favorable que d'autres dans une situation similaire, par exemple, en exerçant des pouvoirs de police, comme le contrôle et la fouille, uniquement sur la base de la couleur de peau, de l'ethnicité ou de la religion de la personne.<sup>59</sup>

Les personnes issues d'une minorité ethnique se sont avérées être beaucoup plus susceptibles d'être contrôlées et fouillées que les membres de la population majoritaire en **Espagne**,<sup>60</sup> aux **Pays-Bas**,<sup>61</sup> et au **Royaume-Uni**.<sup>62</sup>

L'Institut allemand des droits de l'homme a appelé à l'élimination du profilage racial par la police fédérale **allemande** et a recommandé que des contrôles d'identité ne soient pas effectués sur la base de critères tels que la couleur de peau d'une personne.<sup>63</sup>



La police **grecque** a poursuivi son opération à grande échelle (*Xenios Zeus*) visant à déplacer ce qu'elle appelle les « immigrants illégaux » des régions bordant la Turquie et à Athènes.<sup>64</sup> L'opération s'est déroulée d'août 2012 à juin 2013. Elle a mobilisé environ 4 500 officiers de police et a mené à la mise en garde de près de 124 000 ressortissants de pays tiers, dont moins de 7 000 se sont avérés se trouver dans le pays de manière irrégulière. Le Médiateur grec a souligné le caractère abusif du transfert de personnes, qui n'étaient en aucune manière des suspects, aux postes de police durant l'opération aux fins de contrôles d'identité<sup>65</sup>, comme le prouve le faible pourcentage de personnes qui se trouvaient être dans le pays de manière irrégulière (5,6 %).<sup>66</sup>

Les organismes de contrôle internationaux soulignent l'importance qu'il y a à protéger les fondements du système démocratique et de l'État de droit, et à corriger les comportements abusifs des agents des services répressifs.<sup>67</sup> À la suite de sa visite en **Grèce**, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a soulevé des inquiétudes concernant le mauvais traitement, y compris la torture, infligé par des agents des services répressifs, notamment à l'encontre de migrants et de Roms.<sup>68</sup>

La police grecque a ouvert des enquêtes internes sur des agents des services répressifs, ce qui a abouti à des arrestations d'officiers de police, y compris des officiers supérieurs et autres pour diverses infractions, y compris la détention illégale d'armes, ayant un lien présumé avec Aube dorée.<sup>69</sup> Le rapport spécial du Médiateur grec comprend 47 incidents racistes auxquels des membres des forces de sécurité sont supposés avoir participé.<sup>70</sup>

L'ECRI a recommandé que les autorités **irlandaises**, **finlandaises** et **néerlandaises** prennent des mesures pour empêcher le profilage ethnique, soit par l'adoption d'une législation sur la question (Irlande), la garantie que des minorités visibles ne fassent pas l'objet d'un profilage (Finlande) ou des formations destinées aux officiers de police à ce sujet (Pays-Bas).<sup>71</sup>

Des recommandations similaires ont été formulées en **Espagne** par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.<sup>72</sup> Le CERD a recommandé à la Suède de « prendre des mesures visant à évaluer les effets de l'application de la loi suédoise anti-terrorisme, y compris sur les minorités, et de veiller à l'application de garanties pertinentes pour empêcher un profilage éventuel par la police et toute discrimination dans l'administration de la justice. »<sup>73</sup>

Prenant note du fait que « les chiffres montrent que les personnes issues d'une minorité noire ou ethnique sont jusqu'à sept fois plus susceptibles d'être contrôlées et fouillées par la police que les personnes blanches, »<sup>74</sup> le

gouvernement du **Royaume-Uni** a lancé une consultation sur les pouvoirs de contrôle et de fouille de la police en juillet, afin d'établir s'ils sont utilisés de manière juste et appropriée.<sup>75</sup> La consultation montre qu'un quart des personnes sondées estime que les pouvoirs de contrôle et de fouille sont utilisés d'une manière discriminatoire envers certains groupes, et plus de la moitié des répondants issus de groupes ethniques noirs et minoritaires estimant que c'est le cas.

Le rapport recommande à la police d'utiliser les pouvoirs de contrôle et de fouille conformément au code de pratique pertinent et à la législation relative à l'égalité de traitement, ainsi que d'établir des procédures permettant de vérifier dans quelle mesure cela se produit. En 2010, la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme a conclu que les personnes asiatiques étaient contrôlées et fouillées environ deux fois plus que les personnes blanches, et les personnes noires environ six fois plus.<sup>76</sup> Cinq forces de police distinctes ont pris des mesures pour remédier à cette situation, ce qui a fait l'objet d'une publication par la Commission en mai 2013.

La Commission pour l'égalité et les droits de l'homme « a conclu que là où des actions fermes ont été prises pour réduire la disproportion raciale, et/ou le recours général au pouvoir [de contrôle et de fouille], la réussite a été au rendez-vous, sans porter préjudice à la chute du taux de criminalité. »<sup>77</sup> En novembre, la commission a publié un rapport supplémentaire, qui révèle que tandis que le recours au contrôle et à la fouille par les forces de police en **Angleterre** et au **Pays de Galles** a diminué, les personnes noires et asiatiques sont toujours ciblées de manière disproportionnée.<sup>78</sup>

## 6.4 Réponses aux manifestations de racisme, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

Les États membres de l'UE peuvent apporter aux manifestations de racisme, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée des réponses politiques, en désignant des autorités spécialisées ou en opérant des changements dans les stratégies et plans d'action antiracisme.

L'ECRI a recommandé aux **Pays-Bas** et au **Portugal** d'introduire des dispositions dans leur code pénal qui feraient de la motivation raciste une circonstance aggravante.<sup>79</sup> De même, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a recommandé à l'**Espagne** de « veiller

à ce que les motivations raciales soient harmonisées tout au long du code pénal conformément à l'article 1 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et de veiller à une meilleure mise en œuvre des dispositions relatives à la motivation raciale comme circonstance aggravante ». <sup>80</sup>

En novembre, le gouvernement **grec** a soumis au Parlement une autre proposition de loi visant à transposer la décision-cadre relative à la lutte contre le racisme et la xénophobie dans la législation nationale. Il s'agit de la troisième proposition de loi de ce type préparée par les législateurs grecs en 2013, chacune faisant l'objet d'une controverse politique intense. <sup>81</sup> Le dernier projet prévoit des sanctions et peines accrues pour les personnes qui encouragent publiquement ou sont à l'origine de la haine et de la violence à l'encontre de personnes ou d'un groupe de personnes sur la base de leur race, de leur couleur de peau, de leur religion, de leur origine génétique, de leur origine ethnique ou nationale et de leur handicap, constituant un danger à l'ordre public ou une menace à la vie, liberté ou intégrité physique de ces personnes. <sup>82</sup> La loi 4139/2013 sur les substances addictives et d'autres dispositions ont modifié le code pénal grec, qui prévoit maintenant que le fait de commettre un acte motivé par le racisme constitue une circonstance aggravante et l'exécution de la peine pour un tel crime ne peut être suspendue. <sup>83</sup>

En **Allemagne**, le parlement du Land de Brandebourg a voté à l'unanimité en novembre pour l'intégration d'une clause antiracisme dans sa constitution. Le texte interdit la discrimination fondée sur l'ethnicité mais oblige également le Land à protéger la coexistence pacifique et à lutter contre la diffusion d'idées racistes et xénophobes. <sup>84</sup>

Un certain nombre d'États membres de l'UE ont pris des initiatives visant à améliorer et renforcer leurs réponses institutionnelles pour lutter contre le racisme et l'intolérance qui y est associée. En **Espagne**, un parquet a été mis en place dans chacune des 50 provinces pour enquêter sur des infractions motivées par la discrimination ou le racisme. Les activités de ces parquets sont coordonnées par un délégué national désigné par le procureur général.

La police **chypriote**, en collaboration avec le bureau du commissaire pour l'administration, a publié une circulaire décrivant la politique officielle de la police concernant les réponses à la violence raciste, à la xénophobie et à la discrimination. <sup>85</sup>

En janvier, la police **grecque** a mis en place une ligne téléphonique directe (11414) pour les victimes de violence raciste, ainsi qu'un formulaire en ligne pour le signalement de crimes racistes. <sup>86</sup> En septembre, 214 plaintes avaient été enregistrées via la ligne

téléphonique, d'après les informations de la FRA reçues du Médiateur. <sup>87</sup>

En **France**, le Comité interministériel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme a adopté un nouveau programme en février. Celui-ci vise à empêcher la violence raciste dans les écoles ; à lutter contre le racisme et l'antisémitisme par le biais de l'enseignement dans les écoles, dans les fonctions publiques et dans les activités sportives ; et à renforcer les services d'aide aux victimes, y compris via la réalisation d'enquêtes annuelles sur la victimisation et le renforcement des enquêtes sur les crimes de haine et de leur signalement. <sup>88</sup>

En juin, une coalition de groupes parlementaires en **Allemagne** a soumis une demande au gouvernement l'invitant à mettre en place la lutte contre l'antisémitisme et à protéger la vie des Juifs dans le pays. Un aspect serait de mettre en place un groupe d'experts permanent chargé d'analyser et d'évaluer la situation de l'antisémitisme en Allemagne et de détailler les mesures prises pour lutter contre ce phénomène. Le devoir de mémoire fait également partie de la tâche, le groupe devant mettre en œuvre des mesures pour les jeunes et les enseignants au niveau de l'éducation, en collaboration avec des fondations, institutions et sites commémoratifs. <sup>89</sup>

## Pratique encourageante

### Aborder le racisme institutionnel

Dans son rapport sur la **Finlande**, l'ECRI recommande que les agents des services répressifs, les procureurs et les juges suivent une formation et des activités de sensibilisation systématiques sur la législation relative à l'anti-discrimination, le racisme et la tolérance. Il est également suggéré aux autorités qu'elles contrôlent et enregistrent les discours de haine associés aux actes racistes commis par la police.

La Cour d'appel d'Helsinki a réalisé une étude interne sur la discrimination et le racisme. Elle a trouvé des exemples de comportement intolérant et raciste parmi les juges et le personnel de la Cour, y compris des blagues racistes et l'utilisation d'un langage dégradant à propos des minorités dans des situations de travail, ainsi que l'usage fréquent d'expressions désobligeantes. L'étude conclut qu'un tel comportement peut être considéré comme du harcèlement, ainsi que le stipule la législation relative à la non-discrimination.

*Voir: Conseil de l'Europe, Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) (2013), Rapport de l'ECRI sur la Finlande (quatrième cycle de monitoring), Strasbourg ; Conseil de l'Europe, [www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Finland/FIN-CbC-IV-2013-019-FRE.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Finland/FIN-CbC-IV-2013-019-FRE.pdf) ; Tuohino, T. et Ojala, T. (2013), Yhdenvertaisuus- ja tasa arvo-selvitys, yhteenveto, Helsinki, Cour d'appel d'Helsinki*

Le Conseil pour la prévention de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a été mis en place en **Pologne** en février.<sup>90</sup> Il est responsable du contrôle et de l'analyse des occurrences d'incidents racistes et xénophobes, et de la promotion d'activités visant à contrer la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

## ACTIVITÉ DE LA FRA

### Lutte contre le crime de haine au sein de l'Union européenne

Une conférence sur la lutte contre le crime de haine dans l'UE, organisée à Vilnius par la FRA en collaboration avec la Présidence du Conseil de l'Union européenne les 12 et 13 novembre 2013, a rassemblé plus de 400 décideurs politiques et praticiens des gouvernements nationaux, des organisations internationales, de la société civile, et des institutions et organes de l'UE. Les objectifs de la conférence, outre l'échange d'idées et de meilleures pratiques sur la manière de lutter contre le crime de haine, étaient notamment de développer des propositions concrètes pour un suivi des avis de la FRA concernant le crime de haine et d'explorer des solutions pratiques efficaces pour lutter contre le crime de haine aux niveaux de l'UE et des États membres.

Les conclusions de la conférence ont directement alimenté les conclusions du Conseil sur la lutte contre les crimes de haine dans l'Union européenne, publiées en décembre.

*Pour plus d'informations, voir : FRA (2013), Conférence des droits fondamentaux « Lutte contre les crimes de haine dans l'Union européenne : donner un visage et une voix aux victimes », <http://fra.europa.eu/fr/event/2013/conference-des-droits-fondamentaux-2013>*

*Conseil de l'Union européenne (2013), Conclusions du Conseil sur la lutte contre les crimes de haine dans l'Union européenne, [www.consilium.europa.eu/uedocs/cms\\_data/docs/pressdata/fr/jha/139950.pdf](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/jha/139950.pdf)*

Toujours en Pologne, la stratégie de la police pour le développement du système de protection des droits de l'homme pour la période 2013-2015 a été adoptée. L'un de ses objectifs principaux est de favoriser les actions de prévention des crimes de haine fondés sur l'origine nationale, raciale ou ethnique ou sur d'autres motifs.<sup>91</sup>

## 6.5 Les États membres de l'UE ont besoin d'une meilleure collecte de données officielle pour lutter efficacement contre le crime raciste

Les rapports publiés par les services répressifs et les systèmes pénaux dans les États membres de l'UE montrent une grande fluctuation des enregistrements officiels de crimes racistes, xénophobes, anti-Roms, antisémites ou islamophobes/antimusulmans dans l'UE entre 2011 et 2012.<sup>92</sup>

Ces rapports font état d'une baisse des crimes racistes signalés en **Belgique**, à **Chypre**, en **Écosse (Royaume-Uni)**, en **Finlande**, en **Irlande** et au **Luxembourg**. Ils révèlent une augmentation des crimes racistes signalés en **Allemagne**, en **Autriche**, au **Danemark**, en **Espagne**, en **France**, en **Grèce**, en **Lettonie**, en **Lituanie**, aux **Pays-Bas**, en **Pologne**, en **Slovaquie** et en **Suède**, ainsi qu'en **Angleterre**, en **Irlande du Nord** et au **Pays de Galles**.

*« Le Conseil de l'Union européenne invite les États membres à collecter et publier des données exhaustives et comparables sur les crimes de haine, y compris, dans la mesure du possible, le nombre de ces incidents signalés par le public et enregistrés par les autorités, le nombre de condamnations, les préjugés à l'origine de ces infractions et les sanctions imposées aux auteurs des faits.*

[...]

*L'Agence des droits fondamentaux [est invitée] à coopérer avec les États membres pour faciliter l'échange de bonnes pratiques et à assister les États membres, sur demande, dans la mise au point de méthodes efficaces permettant d'encourager à dénoncer les crimes de haine et d'assurer leur enregistrement effectif. »*

*Conseil de l'Union européenne (2013), Conclusions du Conseil sur la lutte contre les crimes de haine dans l'Union européenne, [www.consilium.europa.eu/uedocs/cms\\_data/docs/pressdata/fr/jha/139950.pdf](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/jha/139950.pdf)*

Des données sur les incidents racistes sont disponibles pour l'**Allemagne**, l'**Autriche**, la **Belgique**, l'**Espagne**, la **Finlande**, la **Grèce**, la **Hongrie**, l'**Irlande**, la **Lettonie**, la **Lituanie**, la **Pologne**, le **Royaume-Uni** et la **Suède** dans le rapport annuel sur le crime de haine publié par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH).<sup>93</sup>

Les **Pays-Bas** et la **Suède** enregistrent une hausse des crimes anti-Roms signalés, alors que la **République tchèque** note une diminution de ces crimes. Le bureau du procureur général en **Pologne** a commencé à collecter des données sur les crimes anti-Roms en 2012.

Le BIDDH rend compte des données anti-Roms enregistrées provenant de **République tchèque** et de **Suède**.<sup>94</sup>

Concernant les crimes antisémites signalés, les autorités d'**Allemagne**, d'**Autriche**, de **Belgique**, de **Finlande**, de **France**, des **Pays-Bas** et de **Suède** enregistrent des augmentations, alors que la **République tchèque** enregistre une diminution. Le bureau du procureur général en **Pologne** a commencé à collecter des données sur les crimes antisémites en 2012. Le BIDDH rend compte des données antisémites enregistrées provenant d'**Allemagne**, d'**Irlande**, du **Royaume-Uni** et de **Suède**.<sup>95</sup>

Tandis que les autorités **finlandaises** enregistrent une diminution des crimes islamophobes/antimusulmans signalés, les autorités **françaises**, **néerlandaises** et **suédoises** enregistrent des augmentations, les autorités **autrichiennes** n'enregistrant aucun changement dans le nombre enregistré de crimes. Le bureau du procureur général en **Pologne** a commencé à collecter des données sur les crimes antimusulmans en 2012. Le BIDDH fournit des données islamophobes/antimusulmanes enregistrées pour l'**Autriche** et la **Suède**.<sup>96</sup>

Sur la base des données obtenues par la FRA, les mécanismes officiels de collecte de données sur les crimes racistes, anti-Roms, antisémites et islamophobes/antimusulmans dans les États membres de l'UE peuvent être classés en trois grandes catégories (Tableau 6.1), qui ont trait à la portée et à la transparence des données enregistrées :

- Données limitées – la collecte de données se limite à un petit nombre d'incidents et les données ne sont généralement pas publiées;
- Collecte correcte – différents motifs sont enregistrés et les données sont généralement publiées;
- Collecte exhaustive – différents motifs sont enregistrés, de même que les caractéristiques des victimes et des auteurs en cas de victimisation criminelle, et de même que les types de crimes commis (par exemple meurtre, agression, menace). Les données sont toujours publiées.

La collecte de données sur les crimes racistes et les crimes qui y sont associés en Espagne est devenue exhaustive à la suite de changements introduits par rapport aux données qui sont collectées et aux formations offertes aux officiers de police de première ligne sur la manière d'enregistrer les crimes racistes et les crimes qui y sont associés. Des données sont maintenant collectées sur les crimes motivés par le racisme et la xénophobie, par l'intolérance de la religion ou des convictions d'une autre personne ainsi que par l'antisémitisme. En outre, environ 20 000 agents des services répressifs ont reçu des formations sur la manière d'identifier et d'enregistrer ces crimes en 2013.<sup>97</sup>

**Tableau 6.1 : Statut de la collecte officielle de données sur les crimes racistes, anti-Roms, antisémites et islamophobes/anti-musulmans dans les États membres de l'UE, décembre 2013**

Données limitées	Données satisfaisantes	Données exhaustives
<i>Un petit nombre d'incidents et une série restreinte de motifs discriminatoires sont enregistrés Les données ne sont généralement pas publiées</i>	<i>Enregistrement de motifs discriminatoires variés Les données sont généralement publiées</i>	<i>Enregistrement de différents motifs discriminatoires et types de crimes et des différentes caractéristiques des incidents Les données sont toujours publiées</i>
Bulgarie Chypre Estonie Grèce Hongrie Italie Lettonie Luxembourg Malte Portugal Roumanie Slovénie	Allemagne Autriche Belgique Croatie Danemark France Irlande Lituanie Pologne République tchèque Slovaquie	<u>Espagne</u> Finlande Pays-Bas Royaume-Uni Suède

Note : L'Espagne est soulignée car sa collecte officielle de données sur les crimes dont il est question dans ce tableau est devenue exhaustive, voir le dernier paragraphe ci-dessus.

Source : FRA, 2013



## Perspectives

Le Programme de Stockholm, qui vise à fournir un espace de liberté, de sécurité et de justice aux citoyens de l'Europe, arrive à son terme en 2014. Il est attendu que les institutions de l'UE et les États membres donneront suite à ce programme, notamment en ce qui concerne la lutte contre toutes les formes de racisme, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée au sein de l'UE.

La publication du rapport de la Commission européenne sur la mise en œuvre de la décision-cadre relative à la lutte contre le racisme et la xénophobie en 2014 fournira des informations importantes concernant la manière dont les États membres de l'UE ont transposé les dispositions sur l'incitation à la violence et à la haine racistes et xénophobes, la motivation raciste et xénophobe des crimes, la responsabilité des personnes morales et la juridiction dans l'UE. La transposition complète et

correcte de la décision-cadre existante représentera une première étape vers une lutte efficace contre le racisme et la xénophobie au moyen du droit pénal d'une manière cohérente à travers l'UE. Le dialogue bilatéral entre la Commission européenne et les États membres jouera un rôle clé dans ce processus.

La collecte de données fiables, comparables et complètes sur les crimes racistes et la criminalité qui y est associée contribuera à la mise en œuvre effective de la décision-cadre. Les autorités publiques dans les États membres seront de plus en plus appelées à collecter et publier des données sur ces crimes, dont des détails en ce qui concerne les poursuites et les peines imposées. Les autorités publiques des États membres chercheront également des manières de fournir des recours plus efficaces pour lutter contre les abus racistes proférés en ligne ou via les plateformes des médias sociaux.

## Index des références aux États membres

État membre de l'UE	Page
AT .....	162, 168, 170, 172, 175, 176
BE .....	167, 172, 175, 176
BG .....	168, 169, 170, 176
CY .....	162, 172, 174, 175, 176
CZ .....	168, 175, 176
DE .....	162, 167, 170, 171, 172, 174, 175, 176
DK .....	175, 176
EE .....	162, 176
EL .....	162, 168, 169, 170, 172, 173, 174, 175, 176
ES .....	162, 172, 173, 174, 175, 176
FI .....	162, 170, 172, 173, 174, 175, 176
FR .....	162, 166, 167, 168, 170, 171, 174, 175, 176
HR .....	176
HU .....	162, 167, 168, 169, 170, 171, 175, 176
IE .....	162, 166, 170, 172, 173, 175, 176
IT .....	163, 166, 167, 168, 171, 176
LT .....	163, 166, 175, 176
LU .....	175, 176
LV .....	167, 171, 175, 176
MT .....	162, 176
NL .....	162, 168, 170, 172, 173, 175, 176
PL .....	162, 169, 175, 176
PT .....	162, 173, 176
RO .....	176
SE .....	162, 167, 170, 172, 173, 175, 176
SI .....	176
SK .....	162, 170, 175, 176
UK .....	162, 167, 168, 172, 173, 175, 176



## Notes

Tous les liens hypertexte ont été consultés le 30 avril 2014.

- 1 Parlement européen (2013), Résolution sur l'intensification de la lutte contre le racisme, la xénophobie et les crimes inspirés par la haine 2013/2543(RSP), Bruxelles, 14 mars 2013, <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2013-0090+0+DOC+XML+V0//FR>.
- 2 Conseil de l'Union européenne (2013), Conclusions du Conseil sur les droits fondamentaux et l'État de droit et sur le rapport 2012 de la Commission sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, Réunion du Conseil Justice et affaires intérieures, Luxembourg, 6-7 juin 2013, p. 4, [www.consilium.europa.eu/uedocs/cms\\_data/docs/pressdata/en/jha/137404.pdf](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/jha/137404.pdf).
- 3 Cour européenne des droits de l'homme (CouEDH) (2013), *Le discours de haine*, fiche thématique, Strasbourg, juillet 2013, [www.echr.coe.int/Documents/FS\\_Hate\\_speech\\_FRA.pdf](http://www.echr.coe.int/Documents/FS_Hate_speech_FRA.pdf).
- 4 Nations Unies (ONU), Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) (2013), *Combating racist hate speech*, CERD/C/GC/35, 29 septembre 2013, [http://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CERD%2fC%2fGC%2f35&Lang=en](http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CERD%2fC%2fGC%2f35&Lang=en).
- 5 Déclaration de Rome, 23 Septembre 2013, [www.milquet.belgium.be/sites/default/files/23092013%20De%CC%81claration%20de%20Rome.pdf](http://www.milquet.belgium.be/sites/default/files/23092013%20De%CC%81claration%20de%20Rome.pdf).
- 6 Voir : Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), Fundamental Rights Conference, *Combating hate crime in the EU, - Giving victims a face and a voice*, Vilnius, 12-13 novembre 2013, <http://fra.europa.eu/en/event/2013/fundamental-rights-conference-2013>.
- 7 Cecilia Malmström (2013), *Combating hate crime in the EU*, [http://europa.eu/rapid/press-release\\_SPEECH-13-909\\_en.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-13-909_en.htm).
- 8 Conseil de l'Union européenne (2013), *Conclusions du Conseil sur la lutte contre les crimes de haine dans l'Union européenne, réunion du Conseil Justice et affaires intérieures*, Bruxelles, 5-6 décembre 2013, [www.consilium.europa.eu/uedocs/cms\\_data/docs/pressdata/fr/jha/139950.pdf](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/jha/139950.pdf).
- 9 FRA (2013), *Thematic Situation Report. Racism, discrimination, intolerance and extremism. Learning from experiences in Greece and Hungary*, Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne (Office des publications), [http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-thematic-situation-report-3\\_en\\_1.pdf](http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-thematic-situation-report-3_en_1.pdf).
- 10 Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits de l'homme (2013), *Safeguarding human rights in times of economic crisis*, CommDH/IssuePaper(2013)2, Strasbourg, Conseil de l'Europe, <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?id=2130915>.
- 11 ONU, CERD (2013), *Observations finales concernant les dix-septième à vingt deuxième rapports périodiques de Chypre, adoptées par le Comité à sa quatre-vingt-troisième session (12-30 août 2013)*, CERD/C/CYP/CO 17-22, p. 5, 23 septembre 2013, [http://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CERD%2fC%2fCYP%2fCO%2f17-22&Lang=en](http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CERD%2fC%2fCYP%2fCO%2f17-22&Lang=en).
- 12 FRA (2013), *Discrimination and hate crime against Jews in EU Member States: experiences and perceptions of antisemitism*, Luxembourg, Office des publications, [http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-discrimination-hate-crime-against-jews-eu-memberstates\\_en.pdf](http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-discrimination-hate-crime-against-jews-eu-memberstates_en.pdf).
- 13 Le programme du parti nationaliste bulgare est disponible à : [www.dnevnik.bg/getatt.php?filename=o\\_2133887.pdf](http://www.dnevnik.bg/getatt.php?filename=o_2133887.pdf).
- 14 Bulgarie, 24 Chasa Nespaper (2013), « Боян Расате: Получихме разрешение от СДВР да организираме граждански патрули », [www.24chasa.bg/Article.asp?ArticleId=2445484](http://www.24chasa.bg/Article.asp?ArticleId=2445484).
- 15 Bulgarie, *Национален център за развитие на ромите в България, Ромски командоси създават организация за отбрана от насилуе*, 20 novembre 2013, <http://romacenter.blog.bg/novini/2013/11/20/romski-komandosi-syzdavav-organizaciia-za-otbrana-ot-nasilie.1208989>.
- 16 Magyar Hajnal (2013), *A Magyar Hajnal rövid programja*, <http://magyarhajnal.com/a-magyar-hajnal-rovid-program>.
- 17 Tulkens, F. (2013), *The hate factor in political speech: where do responsibilities lie?*, Rapport de la conférence du Conseil de l'Europe, [www.coe.int/t/dghl/standardsetting/media/belgrade2013/MCM\(2013\)002\\_en\\_Report\\_F%20Tulken.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/standardsetting/media/belgrade2013/MCM(2013)002_en_Report_F%20Tulken.pdf).
- 18 Conseil de l'Europe, Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) (2013), *ECRI report on Finland (fourth monitoring cycle)*, Strasbourg, Council of Europe, 9 juillet 2013, [www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Finland/FIN-CbC-IV-2013-019-ENG.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Finland/FIN-CbC-IV-2013-019-ENG.pdf); Council of Europe, ECRI (2013), *ECRI report on Malta (fourth monitoring cycle)*, Strasbourg, Council of Europe, 15 octobre 2013, [www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Malta/MLT-CbC-IV-2013-037-ENG.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Malta/MLT-CbC-IV-2013-037-ENG.pdf).
- 19 ONU, CERD (2013), *Concluding observations on the ninth to the tenth periodic reports of Slovakia, adopted by the Committee at its eighty-second session (11 February-1 March 2013)*, CERD/C/SVK/CO/9-10, 17 avril 2013, <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G13/427/96/PDF/G1342796.pdf?OpenElement>; ONU, CERD (2013), *Observations finales concernant les dix-septième à vingt deuxième rapports périodiques de Chypre, adoptées par le Comité à sa quatre-vingt-troisième session (12-30 août 2013)*, CERD/C/CYP/CO 17-22, 23 septembre 2013, [http://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CERD%2fC%2fCYP%2fCO%2f17-22&Lang=en](http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CERD%2fC%2fCYP%2fCO%2f17-22&Lang=en).
- 20 CouEDH, *Vona c. Hongrie*, n° 35943/10, 2013 <http://hudoc.echr.coe.int/sites/eng/pages/search.aspx?i=001-122183>.
- 21 Parlement européen (2013), Demande de levée de l'immunité parlementaire de Marine Le Pen, P7\_TA(2013)0292, Strasbourg, 2 juillet 2013, [www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2013-0292&format=XML&language=FR](http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2013-0292&format=XML&language=FR).
- 22 Grèce, Ελληνική Αστυνομία (2013), Notice du siège de la police grecque concernant les éléments trouvés lors des enquêtes en cours du bureau de lutte contre le terrorisme dans les habitations de trois députés du parti politique « Aube dorée », 5 décembre 2013, [www.astynomia.gr/index.php?option=ozo\\_content&lang=..&perform=view&id=35075&Itemid=1220&lang=](http://www.astynomia.gr/index.php?option=ozo_content&lang=..&perform=view&id=35075&Itemid=1220&lang=).
- 23 Grèce, Ministère de l'intérieur (2013), décision ministérielle commune (2013), n° 51776, *Αναστολή κάθε είδους κρατικής χρηματοδότησης στο Πολιτικό Κόμμα «ΛΑΪΚΟΣ ΣΥΝΔΕΣΜΟΣ - ΧΡΥΣΗ ΑΥΓΗ» (OG B 3275/23.12.2013)*, <http://static.diavgeia.gov.gr/doc/ΒΑΓΥΝ-ΜΕΚ>.
- 24 Allemagne, Bundesrat (2013), « Bundesrat reicht NPD-Verbotsantrag beim Bundesverfassungsgericht ein », communiqué de presse, 4 décembre 2013, [www.bundesrat.de/cln\\_330/nn\\_8396/DE/presse/pm/2013/253-2013.html](http://www.bundesrat.de/cln_330/nn_8396/DE/presse/pm/2013/253-2013.html).
- 25 Philipp, S., Starl, K. (2013), *Living Conditions of Black People in Austrian Urban Areas in the fields of Justice, Health, Work and Public Space*, Graz, [www.etc-graz.at](http://www.etc-graz.at).
- 26 Bulgarie, Агенция „Алфа Рискъч“ (2013), *Обществени нагласи - септември 2013 г.*, <http://alpharesearch.bg/userfiles/file/1013-Public%20Opinion-Alpha%20Research.pdf>.

- 27 Finlande, Human Rights Centre, *Human Rights Centre Annual Report 2012*, [http://ihmisoikeuskeskus-fi-bin.directo.fi/@Bin/b50582aed37e1d3c255f6dbfbf177ff6/1390910327/application/pdf/206665/IOK\\_toimintakertomus\\_ENG\\_N%C3%84YTT%C3%96.pdf](http://ihmisoikeuskeskus-fi-bin.directo.fi/@Bin/b50582aed37e1d3c255f6dbfbf177ff6/1390910327/application/pdf/206665/IOK_toimintakertomus_ENG_N%C3%84YTT%C3%96.pdf).
- 28 ONU, CERD, CERD/C/82/D/48/2010, 3 avril 2013, [www2.ohchr.org/English/bodies/cerd/docs/CERD-C-82-D-48-2010-English.pdf](http://www2.ohchr.org/English/bodies/cerd/docs/CERD-C-82-D-48-2010-English.pdf).
- 29 FRA (2013), *Thematic Situation Report. Racism, discrimination, intolerance and extremism. Learning from experiences in Greece and Hungary*, Luxembourg, Office des publications, [http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-thematic-situation-report-3\\_en\\_1.pdf](http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-thematic-situation-report-3_en_1.pdf).
- 30 *Ibid.*
- 31 Réseau européen contre le racisme d'Irlande (ENAR Irlande) (2013), *Reports of racism in Ireland*, [http://enarireland.org/wp-content/uploads/2013/12/iReport\\_QR\\_2013\\_3mb.pdf](http://enarireland.org/wp-content/uploads/2013/12/iReport_QR_2013_3mb.pdf).
- 32 ONU, Haut-Commissariat aux droits de l'homme (2013), *Letter of the Chair-Rapporteur of the Working Group on people of African descent, the Special Rapporteur in the field of cultural rights, the Independent Expert on minority issues, and the Special Rapporteur on contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance*, 17 janvier 2013, [https://spdb.ohchr.org/hrdb/23rd/public\\_-\\_AL\\_Netherlands\\_17.01.13\\_\(1.2013\).pdf](https://spdb.ohchr.org/hrdb/23rd/public_-_AL_Netherlands_17.01.13_(1.2013).pdf); Pays-Bas (2013), courrier du gouvernement, [www.scribd.com/doc/177304035/Het-Nederlandse-antwoord-op-de-VN-brief](http://www.scribd.com/doc/177304035/Het-Nederlandse-antwoord-op-de-VN-brief); Pays-Bas, Burgemeester van Amsterdam (2013), « Uitspraak bezwaarschriftencommissie intocht Sinterklaas », 30 octobre 2013; ONU, Haut-Commissariat aux droits de l'homme (2013), « Black Pete & Sinterklaas: UN experts encourage respectful national debate on Dutch tradition », page web, 21 novembre 2013, [www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=14013&LangID=E](http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=14013&LangID=E).
- 33 Slovaquie, Generálna prokuratúra SR (2013), *Správa o činnosti Generálnej prokuratúry SR za rok 2012*, p. 54.
- 34 Suède, Brottsförebyggande rådet (2013), *Hatbrott 2012: statistik över polisanmälningar med identifierade hatbrottsmotiv*, [www.bra.se/download/18.6b82726313f7b234a5839/1372231125966/2013\\_16\\_Hatbrott\\_2012.pdf](http://www.bra.se/download/18.6b82726313f7b234a5839/1372231125966/2013_16_Hatbrott_2012.pdf).
- 35 Voir également : Réseau européen contre le racisme (ENAR) (2013), *Racism in Europe: ENAR shadow report 2011-2012*, [http://cms.horus.be/files/99935/MediaArchive/publications/shadow%20report%202011-12/shadowReport\\_EN\\_LR%20\(3\).pdf](http://cms.horus.be/files/99935/MediaArchive/publications/shadow%20report%202011-12/shadowReport_EN_LR%20(3).pdf).
- 36 Bulgarie, Агенция „Алфа Рискъч“ (2013), *Обществени нагласи – септември 2013 г.*, <http://alpharesearch.bg/userfiles/file/1013-Public%20Opinion-Alpha%20Research.pdf>; Bulgarie, Dnes.bg (2013), « Роми и пенсионери: За бежанците пари има, за нас – не! », 18 décembre 2013, [www.dnes.bg/obshtestvo/2013/12/18/romi-i-pensioneri-za-bejancite-pari-ima-za-nas-ne.209975](http://www.dnes.bg/obshtestvo/2013/12/18/romi-i-pensioneri-za-bejancite-pari-ima-za-nas-ne.209975); Bulgarie, Groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen (2013), « Бежанската вълна – нараства ли ксенофобията? Може ли ЕС да помогне за намаляването на напрежението? – Доклад », [www.mediana.bg/download-analysis/Report\\_refugees.doc](http://www.mediana.bg/download-analysis/Report_refugees.doc).
- 37 Bulgarie, Съвет за електронни медии, déclaration, 5 novembre 2013, [www.cem.bg/download.php?id=4908](http://www.cem.bg/download.php?id=4908).
- 38 ONU, Haut-Commissaire pour les réfugiés (UNHCR) (2013), *UNHCR launches emergency operation to improve conditions for refugees and asylum seekers in Bulgaria*, 6 décembre 2013, [www.unhcr.org/52a1bad09.html](http://www.unhcr.org/52a1bad09.html).
- 39 Hongrie (2008-2012), Eurostat, *Demandeurs et nouveaux demandeurs d'asile par nationalité, âge et sexe, données annuelles agrégées*, [migr\_asyappctza], [http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=migr\\_asyappctza&lang=fr](http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=migr_asyappctza&lang=fr); Comité Helsinki de Hongrie (2013), *Brief information note on the main asylum-related legal changes in Hungary as of 1 July 2013*, p. 3, <http://helsinki.hu/wp-content/uploads/HHC-update-hungary-asylum-1-July-2013.pdf>; FRA (2013), *Thematic Situation Report. Racism, discrimination, intolerance and extremism. Learning from experiences in Greece and Hungary*, Luxembourg, Office des publications, [http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-thematic-situation-report-3\\_en\\_1.pdf](http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-thematic-situation-report-3_en_1.pdf).
- 40 Hongrie, Tárki (2013), *Szolid áttrendeződés a lakosság idegenekkel szembeni véleményében*, [www.tarki.hu/hu/news/2013/kitekint/20130205\\_idegenellenesseg.html](http://www.tarki.hu/hu/news/2013/kitekint/20130205_idegenellenesseg.html).
- 41 Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD), CERD/C/82/D/48/2010, 4 avril 2013, <http://www2.ohchr.org/English/bodies/cerd/docs/CERD-C-82-D-48-2010-English.pdf>.
- 42 Allemagne, Bundestag (2013), « Entscheidung des UN-Antirassismus Ausschusses im Fall Thilo Sarrazin », BT-Drs. 18/60, 18 novembre 2013, p. 4, <http://dip21.bundestag.de/dip21/btd/18/000/1800060.pdf>.
- 43 ONU, Haut-Commissariat aux droits de l'homme, *Universal Periodic Review Second Cycle – Germany*, [www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/DESession16.aspx](http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/DESession16.aspx).
- 44 Allemagne, Bundesregierung (2013), *The Federal Republic of Germany's response to the recommendations set out by the UN Human Rights Council in the Universal Periodic Review on 25 April 2013*, [www.institut-fuer-menschenrechte.de/aktuell/news/meldung/article/antwort-der-bundesregierung-auf-die-empfehlungen-aus-der-upr-ueberpruefung-liegt-vor.html](http://www.institut-fuer-menschenrechte.de/aktuell/news/meldung/article/antwort-der-bundesregierung-auf-die-empfehlungen-aus-der-upr-ueberpruefung-liegt-vor.html).
- 45 FRA (2013), *Discrimination and hate crime against Jews in EU Member States: experiences and perceptions of antisemitism*, Luxembourg, Office des publications, [http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-discrimination-hate-crime-against-jews-eu-memb-erstates\\_en.pdf](http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-discrimination-hate-crime-against-jews-eu-memb-erstates_en.pdf); FRA (2013), *Enquête LGBT dans l'UE – Enquête sur les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres dans l'Union européenne – Les résultats en bref*, Luxembourg, Office des publications, <http://fra.europa.eu/fr/publication/2014/enquete-sur-les-personnes-lgbt-dans-lue-enquete-sur-les-personnes-lesbiennes-gays>. De plus amples informations sur l'enquête de la FRA sur la violence envers les femmes dans l'UE sont disponibles à : <http://fra.europa.eu/en/project/2012/fra-survey-gender-based-violence-against-women>.
- 46 Europol (2013), *TE SAT 2013: EU terrorism situation and trend report*, [www.europol.europa.eu/sites/default/files/publications/europol\\_te-sat2013\\_lr\\_o.pdf](http://www.europol.europa.eu/sites/default/files/publications/europol_te-sat2013_lr_o.pdf); voir également : Jugenschutz.net (2013) *Rechtsextremismus online beobachten und nachhaltig bekämpfen*, Mainz, [www.netz-gegen-nazis.de/files/bericht2012.pdf](http://www.netz-gegen-nazis.de/files/bericht2012.pdf).
- 47 Italie, Courte Suprema di Cassazione, jugement du 24 avril 2013, n° 33179, [www.asgi.it/public/parser\\_download/save/cassaz\\_33179\\_2013.pdf](http://www.asgi.it/public/parser_download/save/cassaz_33179_2013.pdf).
- 48 Italie, Tribunale di Padova, jugement du 17 juillet 2013, n° 1615.
- 49 France, Tribunal de grande instance de Paris, 24 janvier 2013, [www.legalis.net/spip.php?page=jurisprudence-decision&id\\_article=3594](http://www.legalis.net/spip.php?page=jurisprudence-decision&id_article=3594).
- 50 Lettonie, Rigas pilsētas Ziemeļu rajona tiesa, No. 11840000612/K32-0202-13/6, 3 janvier 2013.
- 51 Belgique, Ministre de la justice, ministre des affaires intérieures et Collège des procureurs généraux, Circulaire relative à la politique de recherche et de poursuite en matière de discriminations et de délits de haine (en ce compris les discriminations fondées sur le sexe)/Ozmendbrief betreffende het opsporings- en

- vervolgingsbeleid inzake discriminatie en haatmisdrijven (met inbegrip van discriminaties op grond van het geslacht), 17 juin 2013, [www.om-mp.be/omzendbrief/5198967/omzendbrief.html](http://www.om-mp.be/omzendbrief/5198967/omzendbrief.html).
- 52 Royaume-Uni, Crown Prosecution Service (CPS) (2013), *Guidelines on prosecuting cases involving communications sent via social media*, [www.cps.gov.uk/legal/a\\_to\\_c/communications\\_sent\\_via\\_social\\_media/](http://www.cps.gov.uk/legal/a_to_c/communications_sent_via_social_media/).
- 53 Belgique, Ministre de la justice, ministre des affaires intérieures et Collège des procureurs généraux, Circulaire relative à la politique de recherche et de poursuite en matière de discriminations et de délits de haine (en ce compris les discriminations fondées sur le sexe)/Omzendbrief betreffende het opsporings- en vervolgingsbeleid inzake discriminatie en haatmisdrijven (met inbegrip van discriminaties op grond van het geslacht), 17 juin 2013, [www.om-mp.be/omzendbrief/5198967/omzendbrief.html](http://www.om-mp.be/omzendbrief/5198967/omzendbrief.html).
- 54 Chypre (2013), *Αυτεπάγγελτη Παρέμβαση της Αρχής Κατά των Διακρίσεων Αναφορικά με την Ανταπόκριση των Σχολείων σε Ρατσιστικά Περιστατικά*, 11 mars 2013, rapport et données fournis par le Bureau chypriote du Commissaire pour l'administration.
- 55 Conseil de l'Europe, ECRI (2013), *ECRI report on Finland (fourth monitoring cycle)*, Strasbourg, Council of Europe, 9 juillet 2013, [www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Finland/FIN-CbC-IV-2013-019-ENG.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Finland/FIN-CbC-IV-2013-019-ENG.pdf).
- 56 Royaume-Uni, Childline (2013), *Can I tell you something*, [www.nspcc.org.uk/news-and-views/media-centre/press-releases/2014/childline-report/childline-report\\_can-i-tell-you-something\\_wdf100354.pdf](http://www.nspcc.org.uk/news-and-views/media-centre/press-releases/2014/childline-report/childline-report_can-i-tell-you-something_wdf100354.pdf).
- 57 Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Assemblée parlementaire (2013), Déclaration d'Istanbul, 29 juin-3 juillet 2013, Istanbul, [www.oscepa.org/meetings/annual-sessions/1375-ist-dec#](http://www.oscepa.org/meetings/annual-sessions/1375-ist-dec#).
- 58 Philipp, S., Starl, K. (2013), *Living Conditions of Black People in Austrian Urban Areas in the fields of Justice, Health, Work and Public Space*, Graz, [www.etc-graz.at](http://www.etc-graz.at).
- 59 FRA (2010), *Pour des pratiques de police plus efficaces. Guide pour comprendre et prévenir le profilage ethnique discriminatoire*, Luxembourg, Office des publications, [http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra\\_uploads/1133-Guide-ethnic-profiling\\_FR.pdf](http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/1133-Guide-ethnic-profiling_FR.pdf).
- 60 Bradford, B., García Añón, J., García Sáez J. A., Gascón Cuenca A., et Lorente Ferrerez, A. (2013), *Identificación policial por perfil étnico en España. Informe sobre experiencias y actitudes en relación con las actuaciones policiales*, Valencia, Universitat de València, Institut de Drets Humans ; Tirant lo Blanch, [www.uv.es/garciaj/pub/2013\\_perfil\\_etnico.pdf](http://www.uv.es/garciaj/pub/2013_perfil_etnico.pdf) ; Metrosopia (2013), *Encuesta sobre experiencias y actitudes en relación con las actuaciones policiales*.
- 61 Pays-Bas, Amnesty International (2013), *Proactief politieoptreden vormt risico voor mensenrechten: etnisch profileren onderkennen en aanpakken*, Amsterdam, Amnesty International, [www.amnesty.nl/sites/default/files/public/rapport\\_etnisch\\_profileren\\_ainl\\_28\\_okt\\_2013.pdf](http://www.amnesty.nl/sites/default/files/public/rapport_etnisch_profileren_ainl_28_okt_2013.pdf).
- 62 ONU, CERD, 82<sup>e</sup> session, 11 février-1<sup>er</sup> mars 2013, *Report submitted by the EHRC in response to CERD/C/GBR/CO/18-20/Add.1*, <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G13/403/56/PDF/G1340356.pdf?OpenElement>.
- 63 Cremer, H. (2013), 'Racial Profiling' - *Menschenrechtswidrige Personenkontrollen nach § 22 Abs. 1 a Bundespolizeigesetz*, Berlin, Deutsches Institut für Menschenrechte, p. 31, [www.institut-fuer-menschenrechte.de/uploads/tx\\_commerce/Studie\\_Racial\\_Profiling\\_Menschenrechtswidrige\\_Personenkontrollen\\_nach\\_Bundespolizeigesetz.pdf](http://www.institut-fuer-menschenrechte.de/uploads/tx_commerce/Studie_Racial_Profiling_Menschenrechtswidrige_Personenkontrollen_nach_Bundespolizeigesetz.pdf).
- 64 Grèce, Siège de la police (2012), « Police Operation "XENIOS ZEUS" in Athens and Evros to tackle illegal immigration - Statement of the Spokesman of the Greek Police », communiqué de presse, 4 août 2012, [www.astynomia.gr/index.php?option=ozo\\_content&perform=view&id=34&Itemid=13&lang=](http://www.astynomia.gr/index.php?option=ozo_content&perform=view&id=34&Itemid=13&lang=).
- 65 Grèce, Médiateur grec (2013), *The phenomenon of racist violence in Greece and how to it is combated - Special Report*, septembre 2013, [www.synigoros.gr/resources/docs/sronracistviolencesummary2013.pdf](http://www.synigoros.gr/resources/docs/sronracistviolencesummary2013.pdf).
- 66 FRA (2013), *Thematic Situation Report. Racism, discrimination, intolerance and extremism. Learning from experiences in Greece and Hungary*, [http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-thematic-situation-report-3\\_en\\_1.pdf](http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-thematic-situation-report-3_en_1.pdf).
- 67 Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits de l'homme (2013), *Report by the Council of Europe Commissioner for Human Rights following his visit to Greece, 28 January to 1 February 2013*, CommDH(2013), 16 avril 2013, <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?id=2053611> ; Council of Europe, ECRI (2013), *Annual report on ECRI activities*, [www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/activities/Annual\\_Reports/Annual%20report%202012.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/activities/Annual_Reports/Annual%20report%202012.pdf) ; United States Department of State (2013), *Country reports on human rights practices on Greece 2012*, [www.state.gov/documents/organization/204503.pdf](http://www.state.gov/documents/organization/204503.pdf).
- 68 Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits de l'homme (2013), *Report by the Council of Europe Commissioner for Human Rights following his visit to Greece, 28 January to 1 February 2013*, CommDH(2013), 16 avril 2013, <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?id=2053611>.
- 69 Grèce, Ministère de l'ordre public et de la protection du citoyen, police hellénique, 1<sup>er</sup> octobre 2013, [www.astynomia.gr/index.php?option=ozo\\_content&lang=.'.&perform=view&id=32569&Itemid=1179&lang](http://www.astynomia.gr/index.php?option=ozo_content&lang=.'.&perform=view&id=32569&Itemid=1179&lang) ; Grèce, Ministère de l'ordre public et de la protection du citoyen, police hellénique, 4 octobre 2013, [www.astynomia.gr/index.php?option=ozo\\_content&lang=.'.&perform=view&id=32725&Itemid=1179&lang](http://www.astynomia.gr/index.php?option=ozo_content&lang=.'.&perform=view&id=32725&Itemid=1179&lang).
- 70 Grèce, Συνήγορος του Πολίτη (2013), *Ειδική Έκθεση*, [www.synigoros.gr/resources/docs/sronracistviolencesummary2013.pdf](http://www.synigoros.gr/resources/docs/sronracistviolencesummary2013.pdf).
- 71 Conseil de l'Europe, ECRI (2013), *ECRI report on Ireland (fourth monitoring cycle)*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 19 février 2013, [www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Ireland/IRL-CbC-IV-2013-001-ENG.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Ireland/IRL-CbC-IV-2013-001-ENG.pdf) ; Conseil de l'Europe, ECRI (2013), *ECRI report on Finland (fourth monitoring cycle)*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 9 juillet 2013, [www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Finland/FIN-CbC-IV-2013-019-ENG.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Finland/FIN-CbC-IV-2013-019-ENG.pdf) ; Conseil de l'Europe, ECRI (2013), *ECRI report on Netherlands (fourth monitoring cycle)*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 15 octobre 2013, [www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Netherlands/NLD-CbC-IV-2013-039-ENG.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Netherlands/NLD-CbC-IV-2013-039-ENG.pdf).
- 72 ONU, Conseil des droits de l'homme (2013), *Report of the Special Rapporteur on contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance*, 6 juin 2013.
- 73 ONU, CERD (2013), *Concluding observations on the combined nineteenth to twenty-first periodic reports of Sweden, adopted by the Committee at its eighty-third session (12-30 August 2013)*, CERD/C/SWE/CO 19-21, 23 septembre 2013, [http://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CERD%2fC%2fSWE%2fCO%2f19-21&Lang=en](http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CERD%2fC%2fSWE%2fCO%2f19-21&Lang=en).
- 74 Royaume-Uni, Home Office (2013), *A consultation on how police use stop and search powers has been launched today (2 July) by Home Secretary Theresa May*, [www.gov.uk/government/news/home-secretary-launches-consultation-into-stop-and-search](http://www.gov.uk/government/news/home-secretary-launches-consultation-into-stop-and-search).



- 75 Royaume-Uni, Her Majesty's Inspectorate of Constabulary (2013), *Stop and Search Powers: Are the police using them effectively and fairly?*, [www.hmic.gov.uk/media/stop-and-search-powers-20130709.pdf](http://www.hmic.gov.uk/media/stop-and-search-powers-20130709.pdf).
- 76 Royaume-Uni, Equality and Human Rights Commission (2012), *Race disproportionality in stops and searches under Section 60 of the Criminal Justice and Public Order Act 1994 – Briefing paper 5*, [www.equalityhumanrights.com/uploaded\\_files/ehrc\\_-\\_briefing\\_paper\\_no\\_5\\_-\\_s60\\_stop\\_and\\_search.pdf](http://www.equalityhumanrights.com/uploaded_files/ehrc_-_briefing_paper_no_5_-_s60_stop_and_search.pdf).
- 77 Royaume-Uni, Equality and Human Rights Commission (2013), *Stop and think again: Towards race equality in police PACE stop and search*, mai 2013, [www.equalityhumanrights.com/uploaded\\_files/raceinbritain/stop\\_and\\_think\\_again.pdf](http://www.equalityhumanrights.com/uploaded_files/raceinbritain/stop_and_think_again.pdf), p. 7.
- 78 Royaume-Uni, Equality and Human Rights Commission (2013), *New research shows slow improvement in police use of Stop and Search*, novembre 2013, [www.equalityhumanrights.com/news/2013/november/new-research-shows-slow-improvement-in-police-use-of-stop-and-search/](http://www.equalityhumanrights.com/news/2013/november/new-research-shows-slow-improvement-in-police-use-of-stop-and-search/); Equality and Human Rights Commission (2013), *Race disproportionality in stops and searches, 2011-2012*, novembre 2013, [www.equalityhumanrights.com/uploaded\\_files/research/Briefing\\_papers/briefing\\_paper\\_7\\_final.pdf](http://www.equalityhumanrights.com/uploaded_files/research/Briefing_papers/briefing_paper_7_final.pdf).
- 79 Conseil de l'Europe, ECRI (2013), *ECRI report on Netherlands (fourth monitoring cycle)*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 15 octobre 2013, [www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Netherlands/NLD-CbC-IV-2013-039-ENG.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Netherlands/NLD-CbC-IV-2013-039-ENG.pdf); Conseil de l'Europe, ECRI (2013), *ECRI report on Portugal (fourth monitoring cycle)*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 9 juillet 2013, [www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Portugal/PRT-CbC-IV-2013-020-ENG.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Portugal/PRT-CbC-IV-2013-020-ENG.pdf).
- 80 ONU, Conseil des droits de l'homme (2013), *Report of the Special Rapporteur on contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance*, 6 juin 2013, [www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session23/A-HRC-23-56-Add-2\\_en.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session23/A-HRC-23-56-Add-2_en.pdf).
- 81 FRA (2013), *Thematic Situation Report. Racism, discrimination, intolerance and extremism. Learning from experiences in Greece and Hungary*, Luxembourg, Office des publications, [http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-thematic-situation-report-3\\_en\\_1.pdf](http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-thematic-situation-report-3_en_1.pdf).
- 82 Grèce, Βουλή των Ελλήνων (2013), *Τροποποίηση του ν. 927/1979 (Α'139) και προσαρμογή του στην απόφαση πλαίσιο 2008/913/ΔΕ της 28ης Νοεμβρίου 2008, για την καταπολέμηση ορισμένων μορφών και εκδηλώσεων ρατσισμού και ξενοφοβίας μέσω του ποινικού δικαίου (L 328)*, 20 novembre 2013, [www.hellenicparliament.gr/Nomothetiko-Ergo/Epexergasia-stis-Epitropes?law\\_id=1fddd6cf-874b-4b4a-b01d-05f37f9c598d](http://www.hellenicparliament.gr/Nomothetiko-Ergo/Epexergasia-stis-Epitropes?law_id=1fddd6cf-874b-4b4a-b01d-05f37f9c598d).
- 83 Grèce, Parlement (2013), *Νόμος περί εξαρτησιογόνων ουσιών και άλλες διατάξεις*, ΟΓ Α 74, 20 mars 2013, art. 73, para. 3 du code pénal modifié, [www.et.gr/index.php/2013-01-28-14-06-23/2013-01-29-08-13-13](http://www.et.gr/index.php/2013-01-28-14-06-23/2013-01-29-08-13-13).
- 84 Allemagne, Landtag of Brandenburg (2013), « Landtag Brandenburg beschließt Antirassismus Klausel in der Landesverfassung », communiqué de presse, 22 novembre 2013, [www.landtag.brandenburg.de/de/aktuelles/landtag\\_brandenburg\\_beschlieszt\\_antirassismus-klausel\\_in\\_der\\_landesverfassung/629581?referer=397203](http://www.landtag.brandenburg.de/de/aktuelles/landtag_brandenburg_beschlieszt_antirassismus-klausel_in_der_landesverfassung/629581?referer=397203).
- 85 Police chypriote, *Πολιτική για την Αντιμετώπιση και Καταπολέμηση της Ρατσιστικής Βίας, της Ξενοφοβίας και των Διακρίσεων*, 7 août 2013. Données provenant du bureau du Commissaire pour l'administration et de la police.
- 86 Grèce, *Ελληνική Αστυνομία*, [www.astynomia.gr/index.php?option=ozo\\_content&&perform=view&id=23698&Itemid=0&lang](http://www.astynomia.gr/index.php?option=ozo_content&&perform=view&id=23698&Itemid=0&lang).
- 87 FRA (2013), *Thematic Situation Report. Racism, discrimination, intolerance and extremism. Learning from experiences in Greece and Hungary*, Luxembourg, Office des publications, [http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-thematic-situation-report-3\\_en\\_1.pdf](http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2013-thematic-situation-report-3_en_1.pdf).
- 88 France, Premier ministre (2013), Comité interministériel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, Fiche d'informations, [www.interieur.gouv.fr/Le-ministere/Organisation/Delegue-Interministeriel-a-la-Lutte-contre-le-Racisme-et-l-Antisemitisme/Comite-interministeriel-de-lutte-contre-le-racisme-et-l-antisemitisme](http://www.interieur.gouv.fr/Le-ministere/Organisation/Delegue-Interministeriel-a-la-Lutte-contre-le-Racisme-et-l-Antisemitisme/Comite-interministeriel-de-lutte-contre-le-racisme-et-l-antisemitisme).
- 89 Allemagne, Bundestag (2013), « Antisemitismus entschlossen bekämpfen, jüdisches Leben in Deutschland nachhaltig fördern », BT-Drs. 17/13885, 11 juin 2013, p. 3, <http://dip21.bundestag.de/dip21/btd/17/138/1713885.pdf>.
- 90 Pologne, *Zarządzenie nr 6 Prezesa Rady Ministrów*, 13 février 2013.
- 91 Pologne, Komenda Główna Policji, *Kierunkowa strategia policji w zakresie systemowej ochrony praw człowieka*, [www.policja.pl/pol/prawa-czlowieka/aktualnosci/83431,Kierunkowa-strategia-Policji-w-zakresie-systemowej-ochrony-praw-czlowieka-na-la.html](http://www.policja.pl/pol/prawa-czlowieka/aktualnosci/83431,Kierunkowa-strategia-Policji-w-zakresie-systemowej-ochrony-praw-czlowieka-na-la.html).
- 92 Autriche, Bundesministerium für Inneres, Bundesamt für Verfassungsschutz und Terrorismusbekämpfung (2013), *Verfassungsschutzbericht 2013*, [www.bmi.gv.at/cms/BMI\\_Verfassungsschutz/Verfassungsschutzbericht\\_2013.pdf](http://www.bmi.gv.at/cms/BMI_Verfassungsschutz/Verfassungsschutzbericht_2013.pdf); Belgique, Police fédérale (2013), *Statistiques policières de criminalité – Belgique, 2000 – Semestre 2013*, [www.polfed-fedpol.be/crim/crim\\_statistieken/2013\\_trim2/pdf/nationaal/rapport\\_2013\\_trim2\\_nat\\_belgique\\_fr.pdf](http://www.polfed-fedpol.be/crim/crim_statistieken/2013_trim2/pdf/nationaal/rapport_2013_trim2_nat_belgique_fr.pdf); Croatie, Ministarstvo unutarnjih poslova (2013), *Pregled temeljnih sigurnosnih pokazatelja i rezultata rada u 2012. godini*, [www.mup.hr/UserDocsImages/statistika/2013/statistika2012.pdf](http://www.mup.hr/UserDocsImages/statistika/2013/statistika2012.pdf); République tchèque, Ministère de l'intérieur, service chargé de la politique de sécurité (2013), *Annual report: Zpráva o problematice extremismu na území České republiky v roce 2012*, [www.mvcr.cz/clanek/extremismus-vyrocnizpravy-o-extremismu-a-strategie-boje-proti-extremismu.aspx](http://www.mvcr.cz/clanek/extremismus-vyrocnizpravy-o-extremismu-a-strategie-boje-proti-extremismu.aspx); Chypre, Police chypriote, *Archived statistical data, Incidents and/or Cases of Racial Nature and/or with Racial Motive 2005-2012*, [www.police.gov.cy/police/police.nsf/All/951F52E21604E9DFC2257BD00017AF04?OpenDocument](http://www.police.gov.cy/police/police.nsf/All/951F52E21604E9DFC2257BD00017AF04?OpenDocument); Danemark, Politiets Efterretningstjeneste (2013), *Kriminelle forhold I 2012 med mulig ekstremistisk baggrund*, [www.pet.dk/Nyheder/2013/-/media/Forebyggende%20sikkerhed/RACI-rapporter/2012RACIrapportendeligversionpdf.aspx](http://www.pet.dk/Nyheder/2013/-/media/Forebyggende%20sikkerhed/RACI-rapporter/2012RACIrapportendeligversionpdf.aspx); Finlande, Poliisiammattikorkeakoulu (2013), *Poliisin tietoon tullut viharikollisuus Suomessa 2012*, [www.polamk.fi/poliisi/poliisioppilaitos/home.nsf/files/9CE3DF593F0561CDC2257C14002DF16B/\\$file/Katsauksiaz\\_web.pdf](http://www.polamk.fi/poliisi/poliisioppilaitos/home.nsf/files/9CE3DF593F0561CDC2257C14002DF16B/$file/Katsauksiaz_web.pdf); France, Ministère de l'intérieur, Rapport annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) – *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie*, [www.cncdh.fr/sites/default/files/cncdh\\_racisme\\_02\\_basse\\_def.pdf](http://www.cncdh.fr/sites/default/files/cncdh_racisme_02_basse_def.pdf); Allemagne, Bundesministerium des Innern (2013), *Verfassungsschutzbericht 2012*, [www.verfassungsschutz.de/embed/vsbericht-2012.pdf](http://www.verfassungsschutz.de/embed/vsbericht-2012.pdf); UNHCR, Réseau d'enregistrement de la violence raciste (2013), *Annual report*, [www.unhcr.gr/1againstracism/11940/?doing\\_wp\\_cron=1379691703.1676959991455078125000](http://www.unhcr.gr/1againstracism/11940/?doing_wp_cron=1379691703.1676959991455078125000); Irlande, Office for the Promotion of Migrant Integration (2013), *Reported racist crime*, [www.integration.ie/website/omi/omiwebv6.nsf/page/statistics-RacistIncidentsstatisticscrime-en](http://www.integration.ie/website/omi/omiwebv6.nsf/page/statistics-RacistIncidentsstatisticscrime-en); Lituanie, Ministère de l'intérieur (2013), *Informatikos ir ryšių departamentas prie Lietuvos Respublikos teisingumo ministerijos* (2013), *Nusikalstamumo ir išteisminių tyrimų statistika*, [www.ird.lt/infusions/report\\_manager/reports/html\\_file.php?metai=2012&menu=12&ff=1G\\_](http://www.ird.lt/infusions/report_manager/reports/html_file.php?metai=2012&menu=12&ff=1G_)

- EN&fnr=6&rt=1&oldYear=2012 ; Luxembourg, Police Grand-Ducale (2013), *Rapport d'activité 2012 de la Police Grand-Ducale*, [www.police.public.lu/actualites/statistique/rapport\\_stat\\_2012/rapport-statistique-2012.pdf](http://www.police.public.lu/actualites/statistique/rapport_stat_2012/rapport-statistique-2012.pdf) ; Pays-Bas, Tierolf, B., Hermens, N., Drost, L. et Van der Vos, L. (2013), *POLDIS rapportage 2012, met themarapportage antisemitisme*; Utrecht, Verwey-Jonker Instituut, [www.verwey-jonker.nl/doc/vitaliteit/Poldis\\_rapportage\\_2012\\_7371\\_web.pdf](http://www.verwey-jonker.nl/doc/vitaliteit/Poldis_rapportage_2012_7371_web.pdf) ; Pologne, Prokuratura Generalna (2013), *Sprawozdania i statystyka*, [www.pg.gov.pl/sprawozdania-i-statystyki/sprawy-z-pobudek-rasistowskich-lub-ksenofobicznych-w-2012-r--2-627.html](http://www.pg.gov.pl/sprawozdania-i-statystyki/sprawy-z-pobudek-rasistowskich-lub-ksenofobicznych-w-2012-r--2-627.html) ; Slovaquie, Ministerstvo vnútra (2013), *Štatistika kriminality v Slovenskej republike*, [www.minv.sk/?statistika-kriminality-v-slovenskej-republike-za-rok-2012](http://www.minv.sk/?statistika-kriminality-v-slovenskej-republike-za-rok-2012) ; Espagne, Ministerio del Interior (2013), *Anuario Estadístico del Ministerio del Interior 2012*, [www.interior.gob.es/file/63/63661/63661.pdf](http://www.interior.gob.es/file/63/63661/63661.pdf) ; Suède, Brottsförebyggande rådet (2013), *Hatbrott 2012: statistik över polisanmälningar med identifierade hatbrottsmotiv*, [www.bra.se/download/18.6b82726313f7b234a5839/1372231125966/2013\\_16\\_Hatbrott\\_2012.pdf](http://www.bra.se/download/18.6b82726313f7b234a5839/1372231125966/2013_16_Hatbrott_2012.pdf) ; Royaume-Uni, Office for National Statistics, Ministry of Justice, Home office, *An Overview of Hate Crime in England and Wales*, [www.report-it.org.uk/files/ons\\_hate-crime-report\\_2013.pdf](http://www.report-it.org.uk/files/ons_hate-crime-report_2013.pdf) ; Royaume-Uni, Scottish Government (2013), *Statistical bulletin: crime and justice series: racist incidents recorded by the police in Scotland 2012-13*, [www.scotland.gov.uk/Resource/0043/00439845.pdf](http://www.scotland.gov.uk/Resource/0043/00439845.pdf).
- 93 OSCE, BIDDH (2013), *Hate crimes in the OSCE region, Incidents and Responses 2012*, Varsovie, ODIHR, p. 44-50, [http://tandis.odihhr.pl/hcr2012/pdf/Hate\\_Crime\\_Report\\_full\\_version.pdf](http://tandis.odihhr.pl/hcr2012/pdf/Hate_Crime_Report_full_version.pdf).
- 94 *Ibid.*, p. 54-59.
- 95 *Ibid.*, p. 60-66.
- 96 *Ibid.*, p. 67-71.
- 97 Espagne, Ministerio de Empleo y Seguridad Social, Ministerio del Interior (2013), *Handbook for training security forces in identifying and recording racist or xenophobic incidents*, [http://explotacion.mtin.gob.es/oberaxe/inicio\\_descargaFichero.action?bibliotecaDatoid=218](http://explotacion.mtin.gob.es/oberaxe/inicio_descargaFichero.action?bibliotecaDatoid=218).

